

# [Communiqué du BNC] Le BNC salue la décision de la CPI et appelle à agir

Par le Comité National BDS palestinien (BNC), le 6 février 2021

*Nous appelons la Cour Pénale Internationale à cesser de traîner les pieds, à résister à la pression des Etats Unis, d'Israël et des pays occidentaux, et à faire immédiatement son travail.*

Nous saluons la décision de la Cour Pénale Internationale qui confirme sa compétence sur le Territoire Palestinien Occupé.

Le régime d'apartheid israélien a tué plus de 3.600 Palestiniens depuis que la CPI a commencé son examen préliminaire de la situation en Palestine.

Assez de retard ! #ICC4Israel

Le Comité National BDS palestinien (BNC) salue la confirmation de compétence de la CPI sur le Territoire Palestinien Occupé (TPO) et nous appelons la CPI à cesser de traîner les pieds, à résister à la pression des Etats Unis, d'Israël et des pays occidentaux, et à faire immédiatement son travail.

La CPI agit comme un tribunal impartial, s'acquitte de son mandat selon le Statut de Rome et enquête sur les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité d'Israël dans le TPO, y compris le crime d'apartheid.

Les Palestiniens ne peuvent plus endurer plus de crimes et de souffrances. Une justice différée est une justice déniée. La CPI doit tenir Israël pour responsable de ses décennies de crimes contre le peuple palestinien.



Source : [BDS Movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

# **Puma échange un distributeur israélien complice pour un autre et maintient son soutien aux violentes confiscations de terre par Israël**

Par la Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI), le 8 janvier 2021


*Puma semble avoir cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations du droit international par Israël, mais n'a même pas réussi à le faire. Puma devrait viser à mettre fin à toute complicité dans les violations israéliennes des droits des Palestiniens, pas à mettre à mal les campagnes de contrôle et de relations publiques.*

Comme le boycott mondial de Puma pour son soutien aux colonies illégales israéliennes sur la terre volée aux Palestiniens continue de grandir, Puma a intensifié sa campagne de désinformation pour détourner les critiques.

A la mi-décembre, des défenseurs des droits de la personne humaine du monde entier ont pris contact avec Puma lors de la 4ème Journée d'Action Boycott Puma, exhortant la société à mettre fin à son soutien à l'apartheid israélien qui opprime des millions de Palestiniens. Puma a répondu avec une déclaration qui comportait un mensonge après l'autre.


Dans la déclaration, Puma a déclaré qu'il « ne soutient pas d'équipes de football dans les colonies ».

**C'est faux.** Puma est le principal sponsor de l'Association Israélienne de Football (AIF), qui comprend des équipes dans les colonies illégales israéliennes et les défend. Le logo de Puma se trouve sur tout le site internet de Puma, y compris directement sous une carte des terrains de football israéliens dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.

 *Le logo de Puma sur le site internet de l'Association Israélienne de Football sous une carte qui présente les infrastructures du football dans les colonies illégales à travers la Cisjordanie palestinienne occupée.*

Puma a ensuite déclaré que « son distributeur israélien n'a pas non plus de succursales dans les colonies ».

**C'est également faux.** Delta Galil, détenteur exclusif pour Israël de la licence de Puma jusqu'à la fin de 2020, possède des filiales dans les colonies illégales israéliennes et figure sur la liste de la base de données de l'ONU des sociétés des colonies illégales.

 *Delta Israël, détenteur exclusif en Israël de la licence de Puma jusqu'à fin 2020, a des magasins dans les colonies illégales israéliennes en territoire palestinien occupé.*

Puma a continué à prétendre que le nouveau détenteur de sa licence « Al Srad Ltd. n'a lui non plus aucune activité ou

succursale dans les colonies ».

**Encore faux.** Al Srad Ltd. – Irani Corporation, exploite la chaîne de magasins de vêtements Factory 54, qui est elle aussi un sponsor de l'AIF. Factory 54 a un magasin dans le centre commercial Mamilla, qui est situé dans le « no man's land » qui entoure Jérusalem Est occupée et fait partie de l'entreprise israélienne de colonisation-annexion illégale.

✘ *Le représentant exclusif actuel de la licence de Puma en Israël fait des affaires sur la terre occupée par Israël en violation du droit international.*

En 1958, la résolution 127 du Conseil de Sécurité des Nations Unies a confirmé qu'Israël n'avait aucune souveraineté sur aucune partie du « no man's land ». Par conséquent, Israël a occupé et illégalement annexé Jérusalem Est en 1967, y compris le « no man's land ». Le droit international considère que le « no man's land » est un territoire occupé. Les Nations Unies et la communauté internationale reconnaissent Jérusalem Est comme faisant partie intégrante du territoire palestinien occupé.

Le nouveau représentant exclusif de la licence Puma en Israël, Al Srad Ltd., exploite un magasin de détail construit sur une terre occupée en violation du droit international.

Sous pression de la campagne mondiale de boycott, avec un nombre croissant de clubs de sport qui laissent tomber leur parrainage de Puma, et Puma étant obligé d'abandonner son propre hashtag #PumaFam, la marque a apparemment cherché à se défaire d'une partie de sa complicité dans les violations israéliennes des droits de la personne humaine en mettant fin à son contrat avec Delta Galil.

Puma a simplement échangé une société israélienne complice pour une autre, tout en maintenant son parrainage de l'Association Israélienne de Football et son soutien aux

violentes confiscations de terre par Israël.

Il est incompréhensible que Puma, qui se présente comme une société championne de justice sociale, veuille prendre ses distances avec le régime d'apartheid d'Israël qui vole la terre et les ressources de la population palestinienne autochtone qu'elle maintient sous occupation armée depuis des décennies.

Cependant, les campagnes de relations publiques destinées à mettre à mal le contrôle n'arrêteront pas les campagnes mondiales de boycott.

Tant que Puma ne mettra pas complètement fin à son implication dans les violations du droit international et des droits fondamentaux des Palestiniens par Israël, la campagne de boycott ne fera que grandir.

Source : [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

**Des artistes et des universitaires de Montréal s'opposent à un accord de libre échange afin de**

# défendre les droits des Palestiniens

Plus de 150 artistes et universitaires et plus de 20 syndicats, organisations culturelles, associations étudiantes et collectivités autochtones de Montréal appellent le gouvernement canadien à annuler l'Accord de Libre Echange Canada-Israël.

Cette déclaration communautaire d'opposition collective à l'Accord de Libre Echange Canada-Israël (CIFTA) a d'abord été lancée en juillet 2020 dans le cadre de la vague mondiale de protestations pour s'opposer à la poussée du gouvernement d'extrême droite de Benjamin Netanyahu pour annexer officiellement la Vallée du Jourdain, en territoire palestinien occupé.

Plus précisément, cette déclaration fait partie d'une série d'actions locales en cours à Tiohtià/ke/Montréal visant à construire une solidarité avec la lutte permanente des Palestiniens contre les démarches de l'Etat d'Israël pour étendre la colonisation à l'intérieur de la Cisjordanie.

Dans le contexte local, l'opposition au CIFTA proteste contre la complicité de la part du gouvernement canadien envers la politique de l'État d'Israël. Le CIFTA ne comporte aucune demande d'identification des produits israéliens fabriqués dans les colonies illégales en territoire palestinien occupé et vendus au Canada. Le CIFTA fonctionne aussi comme un accord politique qui travaille à normaliser la politique violente de l'État d'Israël envers le peuple palestinien, comme l'incarcération de masse, sans accès à un procès équitable, de nombreux civils palestiniens détenus dans les prisons israéliennes, comme le rapporte l'Association Addameer de Soutien aux Prisonniers et de défense des Droits de l'Homme.

## **L'Accord de libre-échange entre le Canada et Israël doit se terminer, tout comme l'annexion**

Le Canada et Israël maintiennent un vaste accord de libre-échange, l'ALÉCI, établi pour la première fois en 1997 et « modernisé » lors de deux phases de négociation en 2014-2015 et 2017-2018.

En 2019, le gouvernement libéral a publiquement célébré l'accord remanié, avec l'annonce de l'ancien ministre de la Diversification du Commerce international : « Le Canada et Israël sont des amis et des alliés fidèles, et nous avons un nombre impressionnant d'activités de coopération entre nos deux pays. »

Alors que le gouvernement israélien s'apprête à annexer de grandes parties de la Cisjordanie palestinienne, y compris la vallée du Jourdain, le gouvernement canadien doit annuler l'ALÉCI.

Partout dans le monde, des organisations internationales de défense des droits humains, des militantes et militants et même certains gouvernements prennent des mesures diplomatiques à cet effet. Pourtant, le Canada n'a pas répondu à l'urgence de cet acte éhonté de colonisation par l'État israélien en Palestine occupée.

Aujourd'hui, les organisations et les individus soussignés s'unissent pour demander collectivement au gouvernement canadien d'annuler l'Accord de libre-échange Canada-Israël.

Il s'agit d'une large coalition composée de syndicats, d'organisations culturelles, de groupes communautaires et de collectifs militants. Nous exprimons notre soutien et notre solidarité avec la lutte palestinienne contre la colonisation israélienne en cours, tout en rejetant les actions complices du gouvernement canadien visant à offrir une protection diplomatique aux actions israéliennes.

Nous ne devons pas rester silencieux.

**Signataires initiaux / letter initiators:**

Mostafa Henaway, Academics for Palestine.

Stefan Christoff, Howl! arts.

**Individual signatories:**

1. Nawar Al Rufaie // DJ + musician, (Sandhill).
2. Faiz Abhuani // Brique par brique immobilier communautaire.
3. Dominique Daigneault // Présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
4. Chantal Ide // Vice-présidente Conseil central du Montréal métropolitain – CSN.
5. Anna Pringel // Writer, artist, and activist with Solidarity Across Borders.
6. Kiva Stimac // Artist, Popolo Press, founder of Casa del Popolo.
7. Gwendolyn Schulman // Translator, co-host of Amandla! Radio on CKUT 90.3fm.
8. Nick Schofield // Musician, (Rêves sonores, Saxsyndrum).
9. Zahra Moloo // Filmmaker, photographer.
10. Norma Rantisi // PhD. Professor , Geography, Planning and Environment, Concordia University.
11. Norman Achneepineskum // Artist, musician, (Buffalo Hat Singers).
12. Mariana Marcassa // PhD in Clinical Psychology, artist and sound therapist.



13. Elena Razlogova // Author, Associate Professor, History, Concordia University.
14. Aziz Choudry // Associate Professor and Canada Research Chair in Social Movement Learning and Knowledge Production in the Department of Integrated Studies in Education, McGill University.
15. Eric Shragge // Associate Professor, Concordia University (retired), president of the Board of Directors of the Immigrant Workers Centre.
16. Nadine Altounji // Musician, educator.
17. Razan AlSalah // Filmmaker, Assistant Professor, Communication Studies, Concordia University.
18. Adam Gwiazda-Amsel // Community organizer.
19. Anastasia Voutou // Community organizer.
20. Philippe Battikha // Musician.
21. Catherine Debard // Musician, (YlangYlang).
22. Albu // Artist.
23. Emily R. Douglas // PhD Candidate in the Department of Philosophy, McGill University.
24. Amanda Ruiz-Méndez // Artist.
25. Aaron Vansintjan // PhD Candidate, Community activist, [unevenearth.org](http://unevenearth.org)
26. Simone Lucas // video artist and community activist.
27. Emmanuel Madan // Artist and arts worker.
28. Airick Asher // Musician, (Doldrums).
29. Jessie Lauren Stein // Musician, geographer, artist, (The

Luyas).

30. Mauro Pezzente // (Casa del Popolo, Godspeed You! Black Emperor).

31. Devlin Kuyek // Researcher, GRAIN.

32. Daniel Áñez // Musician, composer.

33. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.

34. Nasir Hasan // Musician, cultural worker.

35. Duha Elmardi // Community activist, Convergence des luttes des Suds.

36. Moe Clark // Multidisciplinary Métis artist.

37. Yves Engler // Author.

38. Ricardo Lamour // Artist, community organizer, (Emrical).

39. Ky Grace Brooks // PhD Candidate, School of Information Studies, Musician (LungButter).

40. Kevin Yuen Kit Lo // Creative Director, LOKI

41. Kevin A. Gould // Associate Professor, Department of Geography, Planning and Environment, Concordia University.

42. Meriem Ramoul // Artist.

43. Freda Guttman // Artist, Activist.

44. Mary-Ellen Davis // Cinéaste, travailleuse culturelle, enseignante.

45. Amélie Nguyen // Coordonnatrice, Centre International de Solidarité Ouvrière (CISO).

46. Sheena Hoszko // Sculptor, anti-prison activist.

47. Léon Lo // Artist, (Skinnybones).
48. Sarah Pagé // Musician.
49. Omar BenAli // Community activist.
50. Mohamed El Fakir // Community activist.
51. Zahia El-Masri // Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).
52. Guillaume Vallée // Film director.
53. Leila Bdeir // M.A., Humanities, Vanier College.
54. Kelly Nunes // Artist, Multimedia Director at Moment Factory.
55. Rose Marie Whalley // Community radio host, Older Women Live (OWL) on CKUT 90.3 FM.
56. Mouloud Idir-Djerroud // politologue et militant panafricaniste, Groupe de recherche et d'initiative pour la libération de l'Afrique (Montréal).
57. Norman Nawrocki // Author, musician, actor.
58. Hermine Ortega // Artist, Nullica, l'Oie de Cravan.
59. Andreas Iakovos Koch // Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.
60. Maya Cardin // Artist, Mayamorphosis.
61. Sarah Mangle // Artist.
62. Samaa Elibyari // Community activist, Canadian Council of Muslim Women.
63. Lari Jalbert // Multidisciplinary artist.
64. Maude Caron // Artist.

65. Saeed Kamjoo // Artist, musician.
66. Brett Howie // Musician, McGill Law student.
67. Laura Bardsley // Artist, (blue odeur / puncti).
68. Jeremy Young // Musician (Sontag Shogun).
69. Julia E Dyck // Sound + Radio Artist + Educator.
70. Denis Kosseim-Philosophy professor Cégep André-Laurendeau.
71. Malek Abi-Saab, professor Dept. Of Islamic Studies, McGill University.
72. Rachad Antonius, Professor UQAM.
73. Adi Shulhut // Artist, Errorrist, Mediteranos.
74. Amy Macdonald // Musician, consultant // arts + culture (Nennen).
75. Bianca Mugenyi // Writer, activist, Canadian Foreign Policy Institute.
76. Benjamin J. Allard // MFA, artist and cultural worker.
77. Fanny Latreille // visual artist + cultural worker.
78. Laurie Magnan // Master art history, Université du Québec à Montréal (UQAM).
79. Simon Brown // Poet, translator and interdisciplinary artist.
80. Sarah Chouinard Poirier // Performance artist.
81. Aidan Girt // musician (One Speed Bike, Godspeed You! Black Emperor).
82. Nelly Bassily // Activist, Disability justice, Media maker.

83. Aaron Lakoff // Media maker, activist, Communications at Independent Jewish Voices.
84. Sam Bick // Community activist, co-host TREYF podcast.
85. Miranda Gee Jones // Theatre/radio artist.
86. Aalya Ahmad, Ph.D., Comparative Literary Studies, former Adjunct Professor, Carleton University.
87. Leah Freeman // Travailleuse sociale.
88. Zackary Derrick //
89. Vicky Mettler // Musician, (Kee Avil).
90. Raphaël Foisy-Couture // Musicien, travailleur culturel 2.  
Freda Guttman // Artist, community activist.
91. Sam Shalabi // Musician, composer.
92. Samer Najari // Cinéaste.
93. Darren Ell // Photographer.
94. Amber Berson // Writer, curator, programming coordinator at articule.
95. Thomas Boucher // Photographer, musician, teacher.
96. Jérémie Dubé-Lavigne // Photographer.
97. Jason Gillingham // Artist, sculptor.
98. Nadia Moss // Artist, educator.
99. Jovien Smith // Artist.
100. Ghassen Ghariani // Community advocate.
101. Nadia Bashalani // Musician.
102. Wayne Tennant // Musician.

103. Adham Bozart // Musician, painter.
104. Adam Daudrich // Musician.
105. Aimé Claude // Organisateur communautaire, UQAM.
106. Ahmad Naser Eldein // Photographer.
107. Xarah Dion // Musician.
108. Ioannis Mitliagkas // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
109. Thanasis Papazoglou // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
110. Michalis Famelis // Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
111. Stefan Verna // Filmmaker.
112. Hanadi Saad // Community activist, Justice Femme.
113. May Chiu // Attorney.
114. Noah Cannon // Concordia MSc. Geography Student
115. Brian Aboud // Professor, Humanities, Vanier College
116. Alessandra Renzi //Associate Professor, Communication Studies, Concordia University
117. Ariane Lorrain // Filmmaker
118. Krista Lynes // CRC in Feminist Media Studies, Associate Professor, Communication Studies
119. Ghassan Fayad // Producer
120. Diana Allan // Assistant Professor, Department of Anthropology and Institute for the Study of International Development, McGill University

121. Michelle Hartman // Professor Department of Islamic Studies, McGill University
122. Amir Massoumi //
123. Emma Haraké // Artist, educator.
124. Jérémi Roy // Musician.
125. Joël Lavoie // Musician.
126. Adam Kinner // Musician.
127. Alegría Gobeil // Performing artist.
128. Andrea Levy // Ph.D, writer and editor, Canadian Dimension Magazine.
129. David Widgington // Undisciplinary Activist.
130. Zoë Thomas // Musician, Doctor at Department of Psychiatry at the Jewish General Hospital.
131. Chantal Partamian // filmmaker.
132. Natalie Kouri-Towe // Assistant Professor, Simone de Beauvoir Institute, Concordia University.
133. Sharlene Bamboat // Artist.
134. Alex Pelchat // Musician, enseignant à la CSDM.
135. Sarah Spring // Film producer.
136. Noam Bierstone // Musician, NO HAY BANDA.
137. Claudia Burneo // Artist.
138. Dr. Alan Wong // Community Organizer & Educator, Vanier College.
139. Aisling Chin-Yee // Filmmaker.

140. Alex Ginella // Musician.
141. Paul Phillips // Musician.
142. Aidee Arenas // Artist.
143. Samuel Landry // Musician (Le Berger).
144. Laurence Beaudoin Morin // Performance artist.
145. Shanice Nicole // Poet and educator.
146. Fabienne Presentey // Independent Jewish Voices Canada's chapter in Montréal.
147. Clément Schreiber // Acteur-Comédien, Metteur en scène, Narrateur.
148. Parker Mah // Community worker, artist, DJ Rhythm & Hues.
149. Simone Lucas // Filmmaker, artist.
150. Bengi Akbulut // PhD. Assistant Professor, Geography, Planning and Environment, Concordia University.
151. Cindy Milstein // Author, activist.
152. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.
153. Nicolas Royer-Artuso // Scholar, musician and performance artist.
154. Amelia Orellana // Activiste, traductrice multilingue.
155. Anastasia Culurides // Musician, Interior Designer.
156. Jean-Pierre Gorkynian // Writer.
157. Omar Burgan
158. Ali Hammoudi // Post Doctoral Fellow, National University of Singapore Faculty of Law.



159. Naomi Bénéteau Goldberg // Climate justice organizer.

### **Organizational endorsements**

1. Conseil central de Montréal métropolitain (CCMM-CSN).
2. Suoni per il Popolo Festival.
3. McGill Radical Law Students' Association.
4. Academics for Palestine Concordia University.
5. Centre des travailleurs et travailleuses immigrants / Immigrant Workers Centre.
6. Canadian Foreign Policy Institute.
7. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights McGill, University.
8. Independent Jewish Voices Canada.
9. Conseil régional FTQ Montréal métropolitain.
10. Howl! Arts
11. Association Des Travailleurs Grecs De Montréal / Greek Workers Association of Montréal.
12. Le collectif Regards palestiniens.
13. College & University Workers United (CUWU).
14. Le Centre international de solidarité ouvrière (CISO).
15. Canadian Union of Postal Workers (CUPW).
16. Canadian Dimensions Magazine.
17. Indigenous Land Defenders.
18. No More Silence.

19. Faculty for Palestine (F4P), Toronto.

20. Labour4Palestine, Canada.

21. Canadian Palestinian Foundation of Quebec (CPFQ).

22. Students in Solidarity for Palestinian Human Rights  
McGill, University.

Source : [BDS movement](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

## **BDS : décolonisons l'espoir !**

Le 22 décembre

À celles et ceux qui nous soutiennent,

Nous gardons l'espoir, malgré tous les obstacles. Mais notre espoir n'est pas le produit de vœux pieux ou d'illusions quant aux défis qui nous attendent, car un tel espoir ne ferait que prolonger notre situation coloniale.

Notre espoir est ancré dans le riche héritage de lutte de notre peuple palestinien, dans le consensus palestinien sur lequel se fonde la résistance à l'oppression du mouvement BDS, réfléchi et globalisé, et dans votre solidarité enthousiasmante avec notre lutte pour la liberté, la justice et l'égalité.

Nous sommes pleins d'espoir parce que votre soutien au mouvement BDS a multiplié son impact ces dernières années, affaiblissant davantage le régime d'occupation, de colonialisme de peuplement et d'apartheid exercé par Israël.

Notre espoir, comme le montre notre dernière vidéo, est décolonisé ! Allez voir ! Nous avons demandé à des Palestinien.ne.s d'âges et de milieux divers ce que BDS signifie pour eux/elles, et leurs réponses ont reflété le quasi-consensus de soutien à BDS. Des réfugié.e.s, des militant.e.s chevronné.e.s du boycott depuis la première Intifada, des grand-mères, des jeunes, des étudiant.e.s d'Acre, de Naplouse, de Tulkarem, un prêtre, le chef du syndicat des pêcheurs de Gaza, tou.te.s ont répondu à l'unisson : BDS, c'est l'espoir de réaliser nos droits.

[DONNEZ !](#)

Plus que jamais, nous avons besoin de votre généreux soutien tandis que nous affrontons un régime israélien brutal qui consacre d'énormes ressources financières, diplomatiques, politiques, dans le domaine du renseignement et de la propagande, au combat contre le mouvement BDS.

Pour mener à bien son projet colonial, il doit insuffler le désespoir dans la tête des colonisés. Notre projet de libération implique de décoloniser nos esprits au moyen d'une résistance stratégique, efficace et pleine d'espoir. BDS est au centre de cette belle résistance.

Votre soutien nourrit cet espoir décolonisé.

Omar Barghouti, défenseur des droits humains, co-fondateur du mouvement BDS pour les droits des Palestinien.ne.s

BDS Movement

[DONNEZ !](#)

*Le mouvement BDS non-violent pour la liberté, la justice et l'égalité est soutenu par la majorité absolue de la société palestinienne. BDS rejette toutes les formes de racisme et de discrimination raciale.*

Source : [BDS Movement](#)

# L'ONU et la question de l'apartheid israélien

Source : [BNC](#) | Traduction : JPB

L'apartheid est défini dans la Convention internationale pour l'élimination et la répression du crime d'apartheid et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) comme un régime institutionnalisé de domination raciale et d'oppression systématique qui commet des actes inhumains similaires à ceux commis en Afrique du Sud dans le passé, dans le but de maintenir ce régime.

Le droit international étant rarement favorable aux nations du Sud, la lutte du peuple d'Afrique du Sud contre l'apartheid, et le mouvement international anti-apartheid qui a soutenu cette lutte, représentent un succès politique majeur des nations décolonisées et du mouvement des droits humains. Pour les Palestiniens, se reconnecter à cette lutte et s'appuyer sur elle est une nécessité stratégique pour sortir de l'impasse actuelle de l'oppression et de l'impunité.

Lisez le briefing ci-joint sur la nécessité de rendre compte de l'apartheid israélien au niveau des Nations unies.

## **L'ONU et la question de l'apartheid israélien**

Bien qu'un ensemble substantiel de conclusions d'éminents experts des droits humains ait confirmé que l'occupation illégale par Israël du territoire palestinien de Gaza et de la

Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, fait partie d'un régime d'apartheid tel que défini dans le droit international, **les Nations unies (ONU) ont échoué depuis des décennies à enquêter sur la perpétration par Israël du crime d'apartheid.**

L'apartheid est défini dans la Convention internationale pour l'élimination et la répression du crime d'apartheid et le Statut de Rome de la Cour pénale internationale (CPI) comme un *régime institutionnalisé de domination raciale et d'oppression systématique qui commet des actes inhumains similaires à ceux commis en Afrique du Sud dans le passé, dans le but de maintenir ce régime.*

Depuis son admission comme membre des Nations unies en 1949, Israël jouit de l'impunité pour ses violations flagrantes du droit international humanitaire (DIH) et des droits humains des Palestiniens. Cette impunité est principalement due à la protection diplomatique, économique et militaire fournie par les puissants États du Nord, en particulier les anciennes puissances coloniales et les États qui, comme Israël, ont été établis au moyen du colonialisme de peuplement et du nettoyage ethnique des nations indigènes.

Un exemple bien connu de cette protection est l'obstruction persistante des mesures internationales, y compris les sanctions ciblées, qui pourraient donner effet aux résolutions des Nations unies concernant les colonies, le mur et l'annexion des territoires occupés par Israël. Ces dernières ont été déclarées illégales et condamnées dans de nombreuses résolutions de l'ONU, mais des mesures efficaces de reddition de compte ont souvent été bloquées par les États-Unis et, moins fréquemment, par des États européens, le Canada et l'Australie.

**Un autre exemple important de protection d'Israël contre la responsabilité est l'acceptation par les Nations unies de la position selon laquelle la présence continue d'Israël dans le territoire palestinien occupé (TPO) composé de la bande de**

**Gaza et de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, constitue une « occupation belligérante » temporaire soumise aux règles du DIH, c'est-à-dire le seul régime internationalement reconnu selon lequel un État peut être légalement présent dans un territoire saisi en guerre.**

Sur la base de cette position, Israël est traité par l'ONU et ses puissants membres comme un État pacifique et une « puissance occupante » légitime qui se trouve dans « une situation de conflit armé/guerre » avec le peuple palestinien (!) ((Les Palestiniens n'étaient pas partie prenante à la guerre de 1967 qui a abouti à la prise par Israël de la Cisjordanie palestinienne, y compris Jérusalem-Est, et de la bande de Gaza – ainsi que du plateau du Golan syrien. Les parties dans cette guerre étaient Israël, l'Égypte, la Syrie et la Jordanie.)) et est prêt à négocier et à mettre en œuvre de bonne foi une solution politique qui mettra fin à sa présence et à son contrôle des TPO et permettra la création d'un État palestinien souverain dans ce territoire. Les violations flagrantes du droit international humanitaire et des droits humains par Israël sont critiquées et condamnées, **mais son régime sur les Palestiniens dans les TPO en tant que tel n'a jamais fait l'objet d'une enquête sur sa légalité ni été déclaré illégal par les Nations unies.**

Des experts indépendants du droit international, ainsi que la société civile, ont depuis de nombreuses années soulevé auprès des Nations unies et de ses membres la nécessité de reconnaître qu'Israël maintient un régime illégal et criminel sur le peuple palestinien.

Le rapporteur spécial des Nations unies, Michael Lynk, a par exemple démontré de manière très détaillée en 2017 que **le régime israélien dans les TPO constitue une « occupation illégale », car il est en contradiction avec tous les principes fondamentaux d'une « occupation belligérante » légale** : i) l'interdiction de l'annexion et le respect du droit à l'autodétermination de la population souveraine ; ii)

le caractère temporaire (à distinguer d'un régime indéfini) ; et iii) le devoir d'agir dans l'intérêt supérieur de la population occupée ((Rapport du rapporteur spécial des Nations unies sur les droits de l'homme dans les TPO, Michael Lynk, A/72/43106 (23 octobre 2017))).

Depuis 2007, lorsque le rapporteur spécial John Dugard a alerté pour la première fois les Nations Unies sur le fait que l'occupation israélienne présente de nombreuses caractéristiques du colonialisme et de l'apartheid ((Rapporteur spécial des Nations unies, John Dugard, Situation des droits de l'homme en Palestine et dans les autres territoires arabes occupés, A/HRC/4/17 (29 janvier 2007), à l'adresse suivante : <https://unispal.un.org/DPA/DPR/unispal.nsf/1ce874ab1832a53e852570bb006dfaf6/b59fe224d4a4587d8525728b00697daa?OpenDocument>)), des conclusions d'experts sur l'apartheid israélien ont été présentées, entre autres, dans : les rapports ultérieurs des rapporteurs spéciaux des Nations unies sur les droits de l'homme dans les TPO ((Rapporteur spécial des Nations unies, Richard Falk, Rapport au Conseil des droits de l'homme, A/HRC/16/72 (10 janvier 2011), à l'adresse : <https://unispal.un.org/DPA/DPR/unispal.nsf/0/A72012A31C1116EC8525782C00547DD4> et Rapport A/HRC/25/67 (13 janvier 2014), à l'adresse : <https://www.refworld.org/docid/531439c44.html>)) ; une étude réalisée par la plus grande coalition de la société civile palestinienne, le Comité national du BDS (BNC) ((United Against Apartheid, Colonialism and Occupation : Dignity & Justice for the Palestinian People (2008), à l'adresse suivante : <https://www.bdsmovement.net/news/united-against-apartheid-colonialism-and-occupation-dignity-justice-palestinian-people>)) ; une étude approfondie parrainée par le Conseil de recherche en sciences humaines d'Afrique du Sud (2009) ((Occupation, Colonialisme, Apartheid, Human Sciences Research Council of South Africa, (2009), à l'adresse suivante : <http://www.hlrn.org/img/documents/HSRC%20study%20-%20occupatio>

[n,%20Colonialism,%20Apartheid%20-%20full.pdf](#))) ; une analyse ultérieure publiée dans la Revue européenne de droit international (EJIL, 2013) ((John Dugard et John Reynolds, « Apartheid, International Law, and the Occupied Palestinian Territory », EJIL 24 (2013), 867-913, à l'adresse suivante : <http://www.ejil.org/pdfs/24/3/2421.pdf>)) ; les conclusions du Tribunal Russell sur la Palestine (2011) ((Tribunal Russell sur la Palestine, session du Cap (2011), à l'adresse suivante : <http://www.russelltribunalonpalestine.com/en/sessions/south-africa/south-africa-session-%E2%80%94-full-findings>)) ; une étude commandée par la Commission économique et sociale des Nations unies pour l'Asie occidentale (CESAO, 2017) ((UNESCWA, « Israeli Practices toward the Palestinian People and the Question of Apartheid » (mars 2017), ultérieurement retiré du site web de l'UNESCWA sur instruction du Secrétaire général de l'ONU. Disponible à l'adresse suivante : [https://electronicintifada.net/sites/default/files/2017-03/un\\_apartheid\\_report\\_15\\_march\\_english\\_final\\_.pdf](https://electronicintifada.net/sites/default/files/2017-03/un_apartheid_report_15_march_english_final_.pdf))) ; et dans les examens périodiques d'Israël par le Comité des Nations unies pour l'élimination de la discrimination raciale (2007, 2012, 2020) ((CERD, Observations finales – Israël ; voir par exemple, CERD/C/ISR/CO/14-16 (9 mars 2012), à l'adresse suivante : <https://www2.ohchr.org/english/bodies/cerd/docs/CERD.C.ISR.CO.14-16.pdf>)) .

**La reconnaissance de l'illégalité** du régime israélien sur le peuple palestinien et **l'enquête sur l'apartheid israélien par l'ONU** et ses membres sont des étapes nécessaires pour atteindre la liberté, la justice et l'égalité pour le peuple palestinien. Le mythe de l'existence – ou de la possibilité – de véritables négociations avec les gouvernements israéliens qui ne sont pas disposés à abandonner l'apartheid a permis à Israël de poursuivre sa pratique de longue date d'annexion *de facto* et *de jure* du territoire palestinien occupé, et de déplacement forcé, de ségrégation et d'exil du peuple



palestinien.

L'apartheid israélien contre le peuple indigène de Palestine ne sera cependant pas abordé par la communauté internationale si les **États du Sud**, qui sont sortis de la lutte contre la domination coloniale raciste, ne portent pas les conclusions et les appels des experts indépendants et de la société civile mentionnés ci-dessus dans les forums officiels des Nations unies et de ses membres, comme ils l'ont fait dans le cadre des Nations unies pour l'éradication de l'apartheid en Afrique australe.

En effet, les puissants gouvernements du Nord ont une fois de plus démontré leur détermination à tolérer le crime de l'apartheid lorsqu'il est commis contre un peuple du Sud par un État aligné sur ses intérêts géopolitiques. Les conclusions alarmantes sur l'apartheid israélien ont été ignorées dans les capitales du Nord global, tandis que brimades et pressions politiques ont empêché l'étude et le débat, sans parler de la punition, de l'apartheid israélien par les organes compétents des Nations unies, tels que l'Assemblée générale et le Conseil des droits de l'homme.

Un exemple parmi tant d'autres de cette répression du Nord global est l'étude susmentionnée, « Pratiques israéliennes à l'égard du peuple palestinien et la question de l'apartheid », qui a été commandée et publiée par la CESAO en mars 2017, puis rapidement retirée du site officiel de la CESAO deux jours après sa publication, sur instruction du Secrétaire général des Nations unies.

Tout aussi inquiétantes sont les accusations fausses, diffamatoires et intimidantes d'antisémitisme et de « destruction de l'État juif », lancées par des responsables gouvernementaux, des parlementaires, des partis politiques et des médias pro-israéliens à l'encontre de toute personne critiquant l'apartheid israélien ou appelant à des sanctions ciblées, telles que des embargos militaires, pour y mettre

fin. Ce phénomène est particulièrement répandu en Amérique du Nord, en Europe et en Australie, où les élites politiques et culturelles, souvent liées au complexe militaro-sécuritaire-industriel, sont de connivence avec les efforts incessants du gouvernement d'extrême droite israélien pour saper la liberté d'expression et supprimer l'opposition légitime à ses politiques illégales et criminelles, y compris l'apartheid.

Le droit international étant rarement favorable aux nations du Sud, la lutte du peuple d'Afrique australe contre l'apartheid et le mouvement international anti-apartheid qui l'a soutenu représentent un succès politique majeur pour les nations décolonisées et le mouvement des droits de l'homme. Pour les Palestiniens, se reconnecter à cette lutte et s'appuyer sur elle est une nécessité stratégique pour sortir de l'impasse actuelle de l'oppression et de l'impunité.

Alors que le Conseil de sécurité de l'ONU reste bloqué, principalement mais pas seulement en raison du droit de veto des États-Unis, **l'Assemblée générale, avec ses organes et ses mécanismes, offre de nombreuses possibilités de mettre l'apartheid israélien à l'ordre du jour d'une communauté internationale peu désireuse d'enquêter et d'examiner les mesures internationales requises pour son éradication, y compris des sanctions ciblées et légales.**

**La présentation de l'apartheid israélien à l'Assemblée générale nécessite la mobilisation du soutien nécessaire des États, des groupes et des organisations représentant le Sud global aux Nations unies, ainsi que des parlementaires progressistes, des partis politiques, des organisations de la société civile, des syndicats et des mouvements du Nord global. L'éradication de l'apartheid en Palestine et partout ailleurs est une responsabilité juridique et morale pour tous ceux qui se soucient de la liberté, de la justice, de l'égalité et de l'État de droit international.**

---

# Lancement d'une mobilisation mondiale pour une enquête de l'ONU sur l'apartheid israélien

23 septembre 2020 | par le Comité National BDS palestinien (BNC)

*Une lettre signée par 452 organisations de la société civile à travers le globe a lancé une campagne mondiale appelant l'ONU à assumer ses responsabilités et enquêter sur l'apartheid israélien et à l'éradiquer comme elle l'a fait avec l'apartheid en Afrique du Sud.*

Dans [une lettre](#) émise hier, 452 organisations de la société civile – syndicats, mouvements, partis politiques et organisations – de dizaines de pays à travers le monde ont appelé l'Assemblée Générale des Nations Unies (AGNU) et ses Etats Membres, actuellement réunis à New York, à mener une enquête sur l'apartheid israélien et à imposer des sanctions ciblées pour mettre fin à l'apartheid israélien et à l'annexion illégale de la terre palestinienne.

La lettre est le signal du lancement d'une campagne publique mondiale appelant l'ONU à assumer ses responsabilités et enquêter sur le régime d'apartheid israélien et l'éradiquer, en reprenant le rôle qu'elle avait joué en mettant fin à l'apartheid en Afrique du Sud.

La [lettre mondiale](#) invoque « la reconnaissance croissante du maintien par Israël d'un régime d'apartheid sur le peuple palestinien ». Elle fait remarquer que 47 experts indépendants

des droits de l'homme aux Nations Unies ont déclaré que les projets du gouvernement israélien d'annexer illégalement de larges pans de la Cisjordanie occupée constitueraient « une vision d'un apartheid du 21ème siècle ».

Emise par le Conseil Palestinien des Organisations des Droits de l'Homme, la lettre soutient l'[appel du mois de mai](#) de la société civile palestinienne à des sanctions contre Israël pour mettre fin à son annexion et son apartheid incessants.

Les associations de la société civile palestinienne organisent une semaine d'action mondiale du 22 au 28 septembre pendant l'AGNU, focalisée sur le hashtag #UNInvestigateApartheid.

Parmi les nombreux éminents signataires de la lettre, il y a : le Réseau Palestinien des ONG (PNGO) avec ses 142 organisations membres, la Ligue Argentine pour les Droits de l'Homme, La Via Campesina (Asie du Sud-Est), l'Alliance Nationale des Mouvements du Peuple (Inde), Voix Juives pour la Paix (USA), La Cimade (France), le Parti Communiste Français, Trocaire (Irlande), Sinn Fein (Irlande), Confederacion General del Trabajo (CGT) (Espagne), et Mwatana pour les Droits de l'Homme (Yemen).

La lettre mondiale conclut en appelant l'ONU et tous ses Etats Membres à :

- Lancer des enquêtes internationales sur le régime israélien d'apartheid contre le peuple palestinien dans son ensemble, ainsi que sur la responsabilité pénale individuelle et étatique associées, y compris en reconstituant le Comité Spécial de l'ONU contre l'Apartheid et le Centre de l'ONU Contre l'Apartheid pour mettre fin à l'apartheid au 21ème siècle.
- Interdire le commerce des armes et la coopération de sécurité militaire avec Israël.
- Prohiber tout commerce avec les colonies israéliennes illégales et s'assurer que les sociétés s'interdisent de

et mettent fin à leurs activités commerciales avec l'entreprise coloniale illégale d'Israël.

L'ONU a créé le Comité Spécial contre l'Apartheid en 1962 pour enquêter sur l'apartheid en Afrique du Sud et a finalement imposé des sanctions qui ont contribué à y mettre fin.

En plus des associations de la société civile, ces derniers mois, d'éminents individus du monde entier ont souscrit à l'appel des Palestiniens. Neuf anciens présidents de l'Amérique Latine à l'Afrique du Sud, aux côtés de centaines de personnages publics du Sud Mondial, ont également [appelé à des sanctions ciblées](#) pour mettre fin à l'annexion et à l'apartheid israéliens. Des dizaines de dirigeants arabes, dont d'anciens Premiers ministres, des diplomates et des personnalités culturelles, ont appuyé [une initiative démarrée par l'ancien diplomate de l'ONU Lakhdar Brahimi](#) appelant à des sanctions contre Israël pour répondre à l'apartheid et à l'annexion continue.

Traduction : J. Ch pour BDS France

Source : [BNC](#)

---

## **Alors que l'ONU se réunit, demandez une enquête sur l'apartheid israélien**

22 septembre 2020 | par le Comité National BDS palestinien (BNC)

*Rejoignez des centaines d'organisations de la société civile en exigeant que l'Assemblée Générale de l'ONU et les Etats*

*membres enquêtent sur l'apartheid israélien.*

Les représentants des gouvernements du monde entier se réunissent cette semaine au siège des Nations Unies à New York pour la 75ème Assemblée Générale de l'ONU (AGNU). Les Palestiniens et les défenseurs de leurs droits ont besoin de votre aide pour s'assurer que l'AGNU réponde à l'exigence des Palestiniens pour la liberté, la justice et l'égalité.

Aujourd'hui, plus de 452 organisations de la société civile mondiale – syndicats, mouvements et partis politiques de dizaines de pays à travers le monde – ont émis une lettre appelant l'AGNU et ses Etats membres à lancer une enquête internationale sur le régime d'apartheid israélien contre le peuple palestinien et pour imposer des sanctions ciblées de la part de tous les Etats pour mettre fin à l'apartheid israélien et à l'annexion illégale de la terre palestinienne.

L'apartheid est un crime contre l'humanité, et les Etats ont la responsabilité de mettre fin à cette situation illégale. Les Nations Unies ont mené une enquête sur l'apartheid en Afrique du Sud et y ont imposé des sanctions contre le régime d'apartheid, contribuant à y mettre fin. Il est grand temps que l'ONU agisse de même avec Israël.

**Assurez vous que le président de l'AGNU Volkan Bozkir entende la demande pour que l'ONU mène une enquête sur l'apartheid israélien en la partageant sur les réseaux sociaux >**

**[Envoyez un tweet](#)**

Les Palestiniens et les défenseurs des droits de l'homme organisent une semaine d'action pour donner de la visibilité à cet appel de la société civile qui s'oppose au régime israélien de colonialisme et d'apartheid, et nous espérons que vous le rejoindrez.

- Mardi 22 septembre : Lancement de la semaine d'action. Partagez la lettre ouverte à l'AGNU et diffusez cet

appel mondial pour que l'ONU mène une enquête sur l'apartheid israélien.

- Mercredi 23 septembre : Savoir c'est pouvoir ! Restez branchés et vérifiez la liste de moyens que nous partagerons sur les réseaux sociaux et #EducateAGainstApartheid.
- **Jeudi 24 septembre, de 16h à 18h heure palestinienne** : rejoignez une tweetstorm mettant en évidence la complicité des entreprises et du gouvernement dans l'apartheid israélien. Nous enverrons ce jour-là par courriel les tweets avec des images.
- **Vendredi 25 septembre** : Lancement de la vidéo : « Vies sous apartheid ».
- **Lundi 28 septembre** : Lancement de la vidéo « Réponse mondiale à l'apartheid israélien : Ensemble nous vaincrons ». Guettez ce jour là notre courriel.

Rejoignez nous et agissez contre le racisme, les discriminations et l'apartheid. **Réservez cette date pour la tempête de tweets jeudi de 16h à 18h heure palestinienne.**

Traduction : J. Ch. pour BDS France

Source : [BNC](#)

---

**Pour Gaza: amplifions les campagnes BDS pour que des comptes soient demandés à**

# Israël

23 août 2020 / Par [Palestinian BDS National Committee \(BNC\)](#)

***Cela fait onze nuits consécutives que les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants.***

Palestine occupée, 23 août 2020 – En réponse aux bombardements continus par Israël de la bande de Gaza, occupée et assiégée, le Comité national de BDS (le BNC) de Palestine a réitéré les [appels de la société civile palestinienne](#) à des sanctions ciblées et légales à l'encontre d'Israël, en particulier un embargo militaire urgent et complet, et à une amplification des campagnes de boycott et de désinvestissement pour faire cesser ses crimes.

Depuis plus de onze nuits, les forces militaires israéliennes bombardent Gaza, terrorisant ses deux millions d'habitants palestiniens, qui vivent dans la plus grande prison à ciel ouvert du fait du siège israélien qui dure depuis 13 ans. L'excuse d'Israël cette fois-ci est l'envoi depuis Gaza de [ballons incendiaires](#), qui ont causé des incendies sur les terres agricoles de colonies israéliennes près de la barrière militaire qui encercle Gaza.

La majorité absolue des résidents de Gaza sont des descendants des plus de 750 000 réfugiés palestiniens victimes de nettoyage ethnique – par les milices sionistes puis plus tard par l'armée israélienne – durant la [Nakba](#) de 1948.

Les attaques israéliennes ont endommagé des maisons et des infrastructures civiles, dont une [école primaire](#) dans le camp de réfugiés de Shati, géré par l'Agence de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (l'UNRWA), bombardée à l'aube le 12 août. L'UNRWA a [contesté](#) l'affirmation d'Israël que cette attaque avait été « accidentelle », étant donné que les coordonnées de



toutes les structures des Nations Unies sont transmises aux autorités d'occupation israéliennes et régulièrement mises à jour.

La chute d'un missile israélien sur l'école quelques heures avant son ouverture a évité le massacre des enfants et de leurs enseignants, mais l'idée de ce qui aurait pu se passer a causé une panique généralisée parmi les enfants réfugiés.

Cette nouvelle vague de bombardements sur Gaza coïncide avec le sixième anniversaire du massacre israélien, en 2014, de plus de 2 250 Palestiniens, dont [551 enfants](#), durant une attaque militaire prolongée. Une déclaration signée à ce moment par plus de 140 chercheurs en droit international et droit pénal, des défenseurs des droits humains, des experts juridiques et autres affirmait que « La plupart des lourds bombardements qu'a subi Gaza récemment n'ont pas de justification militaire plausible et semblent plutôt viser spécifiquement à terroriser la population ».

Une enquête des Nations Unies de 2019 sur les attaques israéliennes contre des manifestants palestiniens non armés participant à la Grande marche du retour, lancée le 30 mars 2018, [affirmait](#) qu'il y avait « de bonnes raisons de penser que les snipers israéliens visaient des journalistes, du personnel sanitaire, des enfants et des personnes handicapées, sachant qu'ils étaient aisément identifiables comme tels ». Le rapport de l'ONU concluait que « Ces violations graves des droits humains et du droit international pourraient constituer des crimes de guerre ou des crimes contre l'humanité ».

Ces crimes perpétrés de manière répétée par Israël contre une population civile captive, qui ne peut s'échapper nulle part, ne peuvent se continuer dans l'impunité que grâce à la complicité des gouvernements occidentaux, en particulier des États-Unis, du Royaume-Uni et de l'Union européenne, et avec la complicité de certains régimes arabes despotiques.

Toute tentative de « normaliser » les relations avec Israël, ou de prétendre « continuer comme à l'habitude » équivaut à un soutien matériel à la continuation de l'apartheid et des massacres contre les Palestiniens.

Les compagnies militaires israéliennes, dont [Elbit Systems](#) et Israeli Aerospace Industries, testent leurs armes sur les Palestiniens pour ensuite les [exposer](#) dans le monde entier comme testées sur le terrain. Des entreprises d'armement et de produits de haute technologie du monde entier augmentent leurs propres [profits](#) en fournissant à Israël des armes et des munitions pour ses attaques contre les Palestiniens.

L'Israël de l'apartheid a resserré encore le blocus suffocant des 2 millions de Palestiniens de la bande de Gaza ces derniers jours, en interdisant totalement la pêche sur ses côtes et interdisant toute entrée de biens et de carburants depuis le 10 août, causant l'arrêt total de la seule usine d'électricité de cette région surpeuplée. Ceci pourrait mener à une vraie catastrophe humanitaire, avec la déstabilisation du système de santé en temps de pandémie mondiale, des transports et d'autres services vitaux, qui souffrent déjà depuis 2007 d'une crise d'approvisionnement en électricité et d'autres pénuries de ressources fondamentales, du fait du siège israélien.

Les Nations Unies avaient prédit que Gaza serait « [invivable](#) » d'ici à 2020. Mais Israël continue ce siège brutal et ces attaques militaires, le nettoyage ethnique graduel et incessant du Neguev et de la Cisjordanie, en particulier dans et autour de Jérusalem-Est et de la vallée du Jourdain, sans conséquences pour lui. Les Nations unies et les gouvernements du monde n'ont pas réussi à demander des comptes au régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid d'Israël en lui imposant des sanctions ciblées.

Pour mettre fin à l'apartheid israélien et aux crimes de guerre et crimes contre l'humanité en cours et pour soutenir

la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité, nous appelons les personnes de conscience du monde entier à :

1. Faire pression sur les gouvernements et les parlements pour qu'ils remplissent leurs obligations juridiques internationales en imposant un embargo militaire complet sur Israël, comme le demandent la [société civile palestinienne](#) et [Amnesty International](#).
2. Intensifier le boycott académique et culturel d'Israël et de ses institutions complices, en particulier à la lumière de ses attaques dévastatrices continues contre les institutions éducatives et culturelles palestiniennes à Gaza, Jérusalem et ailleurs.
3. Accroître l'engagement dans les campagnes de boycott et de désinvestissement visant les sociétés qui permettent les crimes israéliens contre les Palestiniens, en particulier celles qui figurent dans la [base de données de l'ONU](#) aussi bien que [les nombreuses sociétés complices qui n'y ont pas encore été ajoutées](#).

Traduction: M. pour BDS France

Source : [bdsmovement.net](http://bdsmovement.net)

---

**#FreeMahmoud : Israël cède aux pressions et permet à Mahmoud Nawajaa de voir son**

# avocat

Par le Comité national palestinien du BDS (BNC), le 12 août 2020

*Après 13 jours d'interrogatoire et de refus d'accès à son avocat et à sa famille, les autorités israéliennes ont autorisé Mahmoud Nawajaa, le défenseur palestinien des droits humains, qui est le coordinateur du BDS, à rencontrer son avocat pour la première fois depuis son arrestation tard dans la nuit du 30 juillet.*

12 août 2020 – Hier, après 13 jours d'interrogatoire et de refus d'accès à son avocat et à sa famille, les autorités israéliennes ont autorisé le défenseur palestinien des droits humains et coordinateur du BDS, Mahmoud Nawajaa, à rencontrer son avocat pour la première fois depuis [son arrestation tard dans la nuit](#) du 30 juillet.

Par l'intermédiaire de son avocat, désigné par Addameer – l'association de soutien aux prisonniers et de défense des droits humains, Nawajaa a rassuré sa famille et ses amis en leur disant qu'il était « en bonne santé et avait bon moral et qu'il était déterminé à poursuivre son action à BDS pour les droits des Palestiniens ». Il a également exprimé sa « profonde gratitude » à tous ceux qui, dans le monde entier, agissent pour sa libération.

Cela se passe après qu'Addameer a soumis une requête auprès de la Cour Suprême israélienne contre la décision du tribunal militaire de refuser à Nawajaa l'accès à son avocat.

Et c'est suite au développement considérable de la campagne [#FreeMahmoud](#), qui a le soutien de [parlementaires](#), de [partis politiques](#), de [grands syndicats](#), de [groupes de solidarité](#) et de [mouvements sociaux](#) dans de nombreux pays. [Front Line Defenders](#) et [Amnesty International](#) ont également condamné l'arrestation et la détention arbitraire de Mahmoud Nawajaa

par Israël, prenant en considération qu'il est un défenseur des droits humains. Ces deux organisations ont appelé à une pression internationale pour obtenir la libération immédiate et inconditionnelle de Nawajaa par Israël.

Alors que les prisonniers palestiniens sont souvent soumis [à la torture et à des abus physiques et/ou mentaux humiliants](#) lors des interrogatoires par les officiers du Shin Bet (service de sécurité intérieure) d'Israël, Nawajaa a déclaré à son avocat qu'il « a été soumis à des mauvais traitements et à des conditions de détention dégradantes mais pas à la torture ».

Dans le cadre de la campagne internationale #FreeMahmoud, le Comité national palestinien du BDS, la plus grande coalition de la société civile palestinienne, a organisé hier deux rassemblements de protestation à [Ramallah](#) et à Gaza devant les missions diplomatiques allemandes, étant donné que l'Allemagne préside actuellement le Conseil de l'UE. Plus de 150 représentants de mouvements de masse, de syndicats, de partis politiques et de militants palestiniens du BDS ont participé à ces rassemblements.

Majida Masri, coordinatrice de la campagne des femmes palestiniennes pour le boycott des produits israéliens, s'est exprimée au nom du mouvement BDS :

« Nous nous rassemblons ici pour exiger que l'UE mette fin à son silence complice et exerce une pression concrète sur Israël pour qu'il libère Mahmoud Nawajaa et respecte les droits des défenseurs palestiniens des droits humains. Israël cède à notre pression, nous devons donc l'intensifier pour #FreeMahmoud (#Libérer Mahmoud) ».

« Étant le principal partenaire commercial d'Israël, et compte tenu de ses décennies de complicité favorisant le régime d'occupation, de colonisation et d'apartheid d'Israël, l'UE a l'obligation légale et morale d'agir pour mettre fin aux

crimes de guerre et aux crimes contre l'humanité d'Israël ».

Bien que l'interrogatoire de Nawajaa par le Shin Bet soit toujours en cours, sans qu'aucune charge ne soit retenue contre lui, « les premières indications », a déclaré Masri, « révèlent que le Shin Bet n'a pas de dossier ». Le mouvement BDS a accusé Israël d'avoir fabriqué de fausses allégations contre Nawajaa en guise de « punition » pour la croissance impressionnante du mouvement ces dernières années.

L'arrestation de Mahmoud Nawajaa est intervenue à un moment où la société civile palestinienne réclame [des mesures internationales efficaces de reddition de comptes](#), y compris des sanctions légales et ciblées, pour empêcher l'annexion *de jure* prévue par Israël de 30 % de la Cisjordanie occupée, dont les colonies israéliennes illégales et certaines parties de la vallée du Jourdain, et pour [mettre fin à son régime d'apartheid et à l'annexion de facto en cours](#).



Palestiniens exigeant la libération de Mahmoud Nawajaa à Gaza

**Traduction** : SF pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

# Des dirigeants d'Amérique latine soutiennent l'appel à

# des sanctions contre Israël

Par Palestinian BDS National Committee (BNC) / Latin America,  
le 3 juillet 2020

**Les ex-présidents Dilma Rousseff, Lula da Silva, Evo Morales, José Mujica, Rafael Correa parmi 320 personnalités publiques soutenant l'appel palestinien à des sanctions pour mettre fin à l'annexion et à l'apartheid d'Israël.**

Les anciens présidents d'Amérique latine Dilma Rousseff (Brésil), Lula da Silva (Brésil), Evo Morales (Bolivie), Ernesto Samper (Colombie), Rafael Correa (Équateur), José Mujica (Équateur) et Fernando Lugo (Paraguay) figurent parmi les 320 personnalités d'Amérique latine qui ont signé une [déclaration rendue publique hier](#) appelant à des sanctions contre Israël en réponse au projet d'annexion de jure par Israël du territoire palestinien occupé et à son annexion de facto et apartheid actuels.

D'autres signataires renommés sont les chanteurs brésiliens Chico Buarque et Caetano Veloso et le lauréat argentin du prix Nobel pour la paix Adolfo Pérez Esquivel.

[La déclaration](#) fait partie de l'initiative sud-africaine pour unifier le soutien mondial du Sud (d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine) à l'appel de la société civile palestinienne pour des sanctions en réponse à l'annexion formelle projetée par Israël.

En juin, les [signataires sud-africains](#) de la même déclaration ont été rendus publics. Parmi les appuis sud-africains de premier plan de la déclaration figurent l'ancien président d'Afrique du Sud Kgalema Motlanthe ; l'ancien ministre du gouvernement de Mozambique Oscar Monteiro ; l'ancienne Haut-commissaire des Nations Unies pour des droits humains Navi Pillay ; le Secrétaire-général de la fédération sud-africaine

des syndicats Zwelinzima Vavi ; la vice-secrétaire générale de l'ANC Jessie Duarte ; le ministre de l'enseignement supérieur et secrétaire du parti communiste sud-africain Blade Nzimande ; le secrétaire général du syndicat national des travailleurs de la métallurgie d'Afrique du Sud Irvin Jim ; et l'ancienne Commissaire de la Commission des droits humains Pregs Govender.

La déclaration dit :

*« La gravité croissante des violations d'Israël et son impunité nous obligent à répondre à l'appel de la majorité écrasante des organisations de la société civile palestinienne. [...] Nous appuyons l'appel palestinien au bannissement du commerce des armes et de la coopération militaire et de sécurité avec Israël ; à la suspension des accords de libre échange avec Israël ; à l'interdiction du commerce avec les colonies israéliennes illégales et à la reddition de comptes des individus et des acteurs institutionnels complices de l'occupation israélienne et de son régime d'apartheid. Nous nous engageons à travailler dans le cadre de nos structures nationales respectives pour promouvoir la mise en œuvre de ces mesures. »*

La déclaration appelle à la réactivation du Comité spécial des Nations Unies contre l'apartheid, qui a en fonction pour la dernière fois pendant l'ère de l'apartheid en Afrique du Sud, avec l'objectif de mettre fin aux politiques d'apartheid d'Israël ciblant le peuple palestinien.

**L'ancien ministre brésilien des Affaires étrangères et de la Défense, Celso Amorim, un des signataires de la déclaration, a dit :**

*« L'annexion de territoire palestinien que se propose de mener Israël n'est pas seulement un délit contre le droit international et une menace pour la paix, c'est une attaque contre les femmes et les hommes qui luttent contre le*



*colonialisme et l'apartheid. La voix du Sud doit être entendue ! »*

Dans une initiative parallèle, la société civile sud-africaine en solidarité avec la Palestine organise une [manifestation en ligne](#) samedi 4 juillet, avec Noura Erakat, avocate palestinienne des droits humains et professeure ; le co-fondateur de BDS Omar Barghouti ; un député de l'ANC Mandla Mandela, le petit-fils de Nelson Mandela ; Rajmohan Gandhi, le petit-fils de Mahatma Gandhi ; la militante sud-africaine Phakamile Hlubi Majola ; Celso Amorim, ancien ministre brésilien des Affaires étrangères et de la Défense ; Karol Cariola, députée chilienne et d'autres.

**Traduction** : CG pour BDS France

**Source** : [BDS Movement](#)

---

## **20 points forts de l'impact de BDS en 2019**

19 décembre 2019 / Par Palestinian BDS National Committee (BNC)

**Grâce à votre soutien, l'ampleur et l'influence de notre mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité ont continué à croître en 2019**

L'administration antipalestinienne de Trump et le gouvernement de Boris Johnson sont plus que jamais *directement* engagés dans la guerre désespérée d'Israël pour étouffer notre défense des droits des Palestiniens et le mouvement BDS en particulier. Grâce à votre soutien, l'ampleur et l'influence de notre mouvement BDS pour la liberté, la justice et l'égalité ont continué à croître en 2019.

[Faites un don](#) maintenant pour nous aider à riposter.

Voici juste quelques-uns des points forts de l'impact de BDS en 2019 :

1. **L'Afrique du Sud [a réduit ses relations diplomatiques avec Israël](#), retirant à son ambassade les mandats politique, économique et de commerce. Le président Cyril Ramaphosa a annoncé sa politique de soutien au « droit du peuple palestinien à l'autodétermination ».**
2. Des **syndicats européens** de premier plan ont soutenu la responsabilisation d'Israël pour la violation des droits des Palestiniens. La Fédération européenne des syndicats des services publics, représentant huit millions de fonctionnaires, [a adopté une résolution](#) appelant à suspendre l'accord d'association de l'UE avec Israël. Le Congrès des syndicats du Royaume-Uni, représentant 48 syndicats et six millions de personnes, [a voté pour](#) arrêter le commerce d'armement avec Israël qui viole les droits des Palestiniens, et pour faire pression sur les entreprises pour qu'elles arrêtent d'être complices des violations des droits des Palestiniens.
3. De grandes entreprises internationales [ont renoncé à faire une offre pour la construction de la ligne ferroviaire des colonies illégales israéliennes](#), qui devrait se construire sur des terres volées aux Palestiniens à Jérusalem-Est occupée, voyant la pression monter contre la complicité avec les violations israéliennes du droit. Parmi elles, on trouve l'australienne Macquarie, la canadienne Bombardier, la

française Alstom, l'allemande Siemens, ainsi qu'un consortium grec.

4. Le soutien à BDS et au droit au boycott **continue d'augmenter parmi les états-uniens progressistes et libéraux**. [44% des électeurs démocrates soutiennent BDS](#), avec seulement 15% s'y opposant. [72% de tous les états-uniens s'opposent aux lois](#) pénalisant les personnes qui boycottent Israël, et 80% des démocrates. Les représentants démocrates au Congrès Ilhan Omar, Rashida Tlaib et John Lewis [ont déposé une résolution historique à la Chambre](#) pour le droit au boycott, et les Socialistes démocrates d'Amérique [ont décidé](#) de créer au niveau national un groupe de soutien à BDS.
5. **De plus en plus d'artistes annulent des représentations et prennent publiquement position pour le boycott culturel de l'Israël de l'apartheid**. Par exemple, le rappeur de Brooklyn Kota [a annulé](#) un spectacle à Tel Aviv. La lauréate de plusieurs prix littéraires Kamila Shamsie [a appelé avec force](#) les artistes à boycotter Israël, lors d'une émission à la télévision britannique. Le chanteur du groupe Napalm Death [a soutenu](#) le boycott culturel. Un acteur récompensé aux Emmy Awards [a refusé](#) de participer à une audition, en soutien à BDS. Et une lauréate du prestigieux Prix Turner [a apporté son soutien à BDS](#).
6. Les campagnes en faveur d'un **embargo militaire** contre Israël **se sont amplifiées et ont remporté des victoires**. Le géant français de l'assurance AXA [a partiellement retiré ses investissements](#) de l'entreprise d'armement israélienne Elbit Systems. 200 organisations et personnes individuelles représentant des mouvements du Sud [ont appelé](#) à un embargo militaire contre Israël. Un tribunal populaire au Mexique a jugé les gouvernements israéliens et mexicains, ainsi que les entreprises partenaires, [coupables](#) de collaboration dans la violation des droits humains des Palestiniens et des Mexicains. L'Agence du revenu du Canada [a retiré le](#)

[statut d'organisation caritative](#) à une association à but non lucratif du fait de son soutien à l'armée israélienne.

7. [La 15<sup>e</sup> semaine annuelle contre l'apartheid israélien](#) a été un plus grand succès encore en 2019, avec plus de **200 événements, dans 30 pays, sur cinq continents**, tous sur le thème « Arrêtez d'armer le colonialisme ».
8. **En Europe, de nouvelles démarches sont entreprises pour bannir les biens et services produits dans les colonies illégales israéliennes.** [Le conseil municipal d'Oslo a interdit](#) l'achat par la commune de biens et services venant des colonies, et la [Cour européenne de justice a statué](#) que les biens provenant des colonies devaient être étiquetés pour le mentionner. La chambre basse du parlement irlandais a adopté [un projet de loi interdisant les biens provenant des colonies](#), ce qui rapproche l'interdiction du statut de loi.
9. Des victoires dans des universités des États-Unis, d'Inde et du Royaume-Uni montrent **un soutien grandissant au boycott académique d'Israël et au désinvestissement sur les campus**. Aux États-Unis, [un département de la NYU](#) et [le conseil du Collège Pitzer](#) ont voté pour le boycott des semestres d'étude en Israël. Le Comité consultatif sur la responsabilité des entreprises dans les politiques d'investissement (ACCRIP) de [l'Université Brown](#) a voté une recommandation à l'école de retirer ses investissements des entreprises qui contribuent aux violations des droits de l'homme en Israël. Une [université indienne a accepté](#) de ne pas accueillir de futurs événements organisés par le gouvernement israélien à la suite des protestations des étudiants. La Société britannique pour les études moyen-orientales [a soutenu](#) l'appel palestinien au boycott académique.
10. **L'Église épiscopale aux États-Unis**, forte de 1,7 million de fidèles, [retire ses investissements](#) de Caterpillar, Motorola Solutions et Israel Discount Bank à cause de

leur complicité dans les violations par Israël des droits de la personne. L'Église continue d'entretenir un dialogue critique avec Facebook, Booking.com et TripAdvisor.

11. La **campagne pour le boycott de HP prend de l'ampleur**, avec les syndicats à sa tête. Parmi les syndicats qui ont voté le boycott de HP, il y avait le FNV aux Pays-Bas, fort de 1,2 million de membres ; [Unite](#), le deuxième plus grand syndicat du Royaume-Uni, qui compte 1,1 million de membres ; et la [Maritime Union of Australia – Branche de Sydney](#). En plus, 11 organisations en Inde [ont déclaré leurs bureaux](#) « zone hors HP ».
12. Le **Parti travailliste du Royaume-Uni a réitéré son soutien** à la suspension du commerce d'armement avec Israël, afin que ce dernier doive rendre des comptes pour ses violations des droits des Palestiniens.
13. Et [le gagnant de l'Eurovision](#) à la Tel Aviv de l'apartheid a été... **le mouvement BDS** pour les droits des Palestiniens. Plus de 15 000 personnes, des centaines d'artistes et [plus de 100 organisations de LGBT+](#) ont rejoint notre appel à boycotter l'Eurovision 2019. Seuls 10% des touristes attendus étaient présents.
14. Lorsque les défenseurs des droits des Palestiniens et les soutiens à BDS ont été attaqués en Allemagne, **240 intellectuels juifs et israéliens** ont signé une lettre au gouvernement allemand [pour défendre le droit d'appeler aux BDS](#) comme un instrument de résistance légitime et non violent.
15. Le nombre de « zones libres d'apartheid » en Italie [a augmenté](#) de 50% depuis que celles-ci ont été lancées en juin. **150 activités commerciales, culturelles et sportives en Italie se sont déclarées libres de l'apartheid israélien.**
16. Dans une **victoire contre la banalisation** de la situation en Palestine, une délégation israélienne d'hommes d'affaires et de représentants du gouvernement [ont annulé leur participation](#) à une conférence d'affaires à

Bahrain, à la suite de protestations et d'opposition dans le monde arabe et à Bahrain lui-même.

17. D'importantes **victoires judiciaires** ont contré les campagnes menées pour réprimer le mouvement BDS, confirmant **le droit au boycott**. Dans trois cas, des cours allemandes ont jugé en faveur du droit des soutiens à BDS d'organiser des événements. Aux États-Unis, un juge a rejeté l'application de la loi anti-BDS du Texas. Un autre juge a autorisé un recours contre cette loi. Un juge a rejeté une poursuite intentée contre le boycott académique d'Israël et des étudiants de Fordham ont gagné le droit d'établir une section de Students for Justice for Palestine (Étudiants pour la justice en Palestine).
18. 50 actions se sont tenues dans 20 pays pour la deuxième **Journée mondiale d'action #BoycottPuma**. Des défenseurs des droits des Palestiniens, des fans, et l'ancien joueur de Barcelone Oleguer Presas, ont appelé Puma à cesser son soutien à l'occupation militaire israélienne.
19. La campagne sur les réseaux sociaux de BDS Amérique latine **Journée d'action #StopCemex, visant l'entreprise mexicaine de ciment Cemex, qui aide à construire le mur et les colonisations en Israël, a détourné la journée annuelle de l'entreprise Cemex Day**. Lors de cette journée que Cemex consacre à se célébrer elle-même, un million de personnes ont reçu à la place le message suivant sur les réseaux sociaux : **#StopCemex from building Israeli apartheid – Empêchez Cemex de construire l'apartheid en Israël**.
20. À la suite d'une campagne de BDS, Panamericana, la **plus grande chaîne de librairies de Colombie**, a résilié son contrat avec la compagnie mondiale de sécurité G4S du fait de sa complicité dans la violation par Israël des droits des Palestiniens.

Alors que les forces d'extrême-droite marquaient des points en Israël et dans d'autres parties du monde en 2019, le

développement de notre **mouvement antiraciste BDS**, avec le soutien d'alliés du monde entier qui vivent selon leurs principes moraux, apporte une lueur d'espoir, l'espoir qu'un autre monde soit possible pour les Palestiniens, comme pour ceux qui sont victimes d'injustice dans le monde entier.

Traduction : MUV pour l'Agence Media Palestine

Source : [bdsmovement.net](http://bdsmovement.net)

---

Cher ,

Alors que nous planifions notre récolte de fonds de la fin de l'année, notre site internet de BDS a subi une attaque sans précédent. Plus de 3,9 millions de tentatives d'accès à notre site ont été enregistrées, ce qui indique une campagne de hacking bien organisée, apparemment dans le cadre de la « cyberguerre » qu'a déclaré Israël contre le mouvement non violent pour les droits des Palestiniens BDS.

Tout en repoussant l'attaque, nous refusons de tomber dans le piège de l'attitude défensive. Nous restons concentrés sur l'arrêt de la complicité internationale avec le régime d'apartheid d'Israël et l'occupation militaire.

Toujours plus de syndicats internationaux, de communes, de fonds de pension, d'Églises, d'espaces culturels, de réseaux de femmes, de mouvements pour la justice raciale et autochtone, d'artistes, d'universitaires, de groupes LGBTQI et d'associations d'étudiants entendent nos appels à demander des comptes à Israël pour les crimes qu'il commet depuis sept

décennies contre le peuple autochtone de Palestine.

**Ils répriment. Nous ripostons. [Contribuez](#) aujourd'hui pour défendre notre plaidoyer pour les droits de l'homme**

Les cyberattaques lourdement financées par Israël visent en partie à nous priver de fonds en empêchant notre appel de fonds à vous parvenir. **C'est pourquoi je vous exhorte à faire suivre cette lettre au plus grand nombre de potentiels soutiens possible.**

À part la cyberguerre, la répression maccarthyste d'Israël contre le mouvement BDS s'est concentrée ces dernières années sur la définition frauduleuse de l'antisémitisme, destinée à dispenser le régime d'apartheid d'Israël de rendre des comptes et à faire taire et dénigrer ses critiques. Les partenaires d'Israël dans cette campagne antipalestinienne sont, comme on pouvait s'y attendre, l'extrême droite et les suprémacistes blancs de toutes sortes, aux États-Unis, en Europe et au-delà.

Bien qu'une étude du gouvernement allemand ait révélé que 90% des attaques contre des Juifs en Allemagne étaient perpétrées par l'extrême droite, le parlement allemand a, ironiquement mais sans surprise, récemment diabolisé le mouvement antiraciste BDS en le qualifiant d'« antisémite ». Plus de 240 chercheurs juifs et israéliens, dont des sommités sur l'antisémitisme et l'histoire de l'holocauste, ont condamné cette déclaration « trompeuse », disant qu'elle ne faisait en rien « avancer la lutte urgente contre l'antisémitisme » et qu'elle négligeait la condamnation explicite par le mouvement BDS de « toute forme de racisme, y compris l'antisémitisme ».



**Ils nous diabolisent. Nous ripostons. [Contribuez](#) aujourd'hui pour aider BDS à croître dans le monde entier.**

Comme défenseur des droits de l'homme et cofondateur du mouvement BDS, je continue de subir directement la répression israélienne. Depuis des interdictions de voyager et des campagnes bien orchestrées de dénigrement jusqu'à des tentatives quasi quotidiennes de rendre ma vie et celle de ma famille intolérable dans notre propre pays, le régime d'extrême droite d'Israël tente désespérément de me forcer à me soumettre à force d'intimidation.

Mais je ne suis pas né pour me soumettre à quelque oppresseur que ce soit. Palestinien fier ayant un profond engagement pour la justice, j'ai appris du long héritage de sumoud, ténacité, de mon peuple que nous ne nous rendons jamais à l'opresseur. Nous continuons à résister résolument à leurs murs, sièges, colonies et nettoyage ethnique continu. Nous nous battons pour rien de moins que la dignité et la libération.

**Ils nous déshumanisent. Nous ripostons. Cliquez [ici](#) pour contribuer aujourd'hui pour soutenir notre combat.**

Avec mes meilleures salutations,

Omar Barghouti

Cofondateur du mouvement BDS

---

# **La Palestine est une question de justice climatique – L'apartheid israélien n'est pas « vert »**

21 novembre 2019 / par le Comité National palestinien BDS (BNC)

La **crise climatique** catastrophique est alimentée par les inégalités mondiales et mise en œuvre par les gouvernements et les sociétés complices qui placent le profit avant les gens et la planète. Partout, les moins puissants sont les plus touchés.

**Les autochtones palestiniens** qui vivent sous **occupation et apartheid** israéliens, sans aucun contrôle sur leur terre et leurs ressources naturelles, sont extrêmement vulnérables face à la crise climatique. Israël monopolisant les cultures, la hausse des températures exacerbe la désertification et **la raréfaction de l'eau et de la terre**, et créé un **apartheid climatique**.

**Des sociétés multinationales** comme **AXA** et **HSBC**, qui investissent dans l'énergie fossile, sont complices de l'oppression qu'Israël exerce sur le peuple palestinien. Elles investissent dans des entreprises **qui arment Israël**, financent ses **colonies illégales** et pillent la terre et les ressources naturelles palestiniennes.

**Le blocus et les guerres d'Israël sur Gaza y empoisonnent la**

## **vie**

- . Les eaux usées ont infiltré l'aquifère de Gaza et s'écoulent dans la mer.
- . 97 % de l'eau raréfiée de Gaza **est impropre à la consommation humaine.**
- . L'eau polluée est une cause essentielle de la **mortalité infantile** à Gaza.
- . Israël interdit aux Palestiniens l'utilisation de **20 % des terres arables de Gaza** et verse des herbicides sur les terres agricoles de Gaza.
- . L'ONU dit que **Gaza sera invivable d'ici 2020**, sinon déjà maintenant.

## **Israël vole et détruit la terre et l'eau des Palestiniens**

- . Israël a saisi le contrôle de toute la terre **illégalement volée aux Palestiniens**, qui ont subi un nettoyage ethnique et une dépossession en 1948, et d'au moins 60 % de la terre dans les Territoires Palestiniens Occupés (TPO) en 1967.
- . Dans les TPO, les colonies illégales d'Israël consomment **six fois plus d'eau** que les Palestiniens.
- . Depuis 1967, Israël a **déraciné 800.000 oliviers**, certains très vieux.

## **Israël « verdit » son image, tout en détruisant l'environnement**

- . La prétention mensongère et raciste d'Israël de «**faire fleurir le désert**» est énoncée pour cacher sa violente destruction de la société palestinienne et ses **pratiques non durables en agriculture et en utilisation de l'eau.**
- . 97,7 % de la production électrique israélienne proviennent de **l'énergie fossile**, y compris du gaz naturel partiellement

extrait de **l'exploitation illégale des ressources palestiniennes en gaz.**

. Israël cherche à **exporter de l'énergie vers l'Europe** pour y créer une dépendance envers ses sources d'énergie basées sur l'énergie fossile et produites illicitement.

. Israël produit de l'énergie éolienne et solaire sur **la terre illégalement occupée des Palestiniens et des Syriens.**

. **La guerre, pilier de l'économie israélienne, est l'une des industries les plus polluantes au monde.**

Les luttes contre **le colonialisme, le racisme et la militarisation**, et pour le climat, la justice économique et sociale, sont **profondément interconnectées**. Les Palestiniens, comme tous les peuples du monde, recherchent la justice climatique en tenant pour responsables les gouvernements et les sociétés. Le **mouvement de Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS)** conduit par les Palestiniens est un puissant moyen non-violent pour faire pression sur Israël pour qu'il mette fin à son régime d'oppression.

Source : [BNC](#)

Traduction : J. Ch. pour BDS France

---

**L'UE doit interdire toute activité économique avec les colonies au lieu de se**

# contenter de l'étiquetage des produits des colonies

12 Novembre 2019 – Comité National Palestinien BDS (BNC) / Union Européenne

*En obligeant l'UE et les États membres à étiqueter les produits des colonies illégales d'Israël, la plus haute juridiction de l'UE a porté un coup significatif à la politique de transfert de population par Israël de l'apartheid*

La Haute Cour de Justice de l'UE a obligé l'UE à l'étiquetage des produits venant des colonies illégales d'Israël afin d'empêcher son crime de transfert de population dirigé contre les Palestiniens. Il faut davantage de pression pour forcer l'Europe à mettre fin à l'hypocrisie et à interdire toutes relations économiques et financières avec les colonies.

En obligeant l'UE et les États membres à étiqueter les produits des colonies illégales d'Israël, la plus haute cour de justice de l'UE a porté un coup significatif à la politique de transfert de population d'Israël de l'apartheid.

Il faut plus de pression pour forcer l'UE à abandonner ses deux poids deux mesures envers Israël et à se plier à ses obligations en vertu du droit européen et du droit international en arrêtant de porter assistance à ce régime israélien illégal et criminel à l'égard du peuple palestinien.

Au minimum, l'exigence est que l'UE interdise toute activité économique avec les colonies au lieu de se contenter d'étiqueter leurs produits.

Source: [BDS Movement](#)

Traduction SF pour BDS France

---

# Catherine Ringer: Annulez le concert de l'Apartheid à Tel Aviv

18 Novembre 2019

*Les Palestiniens en appellent à la chanteuse française Catherine Ringer pour qu'elle annule son concert du 19 décembre à Tel Aviv de l'apartheid.*

Chère Catherine Ringer,

La Campagne Palestinienne pour le Boycott Académique et Culturel d'Israël (PACBI) vous incite vivement à annuler votre concert du 19 décembre au Barby Club à Tel Aviv de l'apartheid.

Pendant les massacres israéliens de 2014 à Gaza, qui ont tué plus de 2 200 Palestiniens, dont plus de 500 enfants, Barby a fait des t-shirts et les a distribués gratuitement aux forces armées israéliennes en uniforme avec le logo du club et le slogan « Allez vous faire foutre, nous sommes d'Israël ».

La semaine dernière, des avions de combat et des drones israéliens ont attaqué la bande de Gaza, où deux millions de Palestiniens, réfugiés pour la plupart, souffrent depuis plus de 12 ans du siège d'Israël. 34 Palestiniens, dont une famille entière de huit personnes, ont été tués, et ce n'est rien d'y aller depuis le Barby Club.

La célébration indécente par le Barby de la poursuite des

crimes de guerre israéliens n'est que l'exemple le plus flagrant de sa complicité avec le régime d'extrême droite d'apartheid et d'occupation militaire d'Israël.

Bien que l'oppression des Palestiniens par Israël existe maintenant depuis des décennies, aujourd'hui les Palestiniens sont confrontés à une urgence. Enhardi par un niveau de soutien sans précédent de l'administration Trump, Israël a ancré l'apartheid contre les Palestiniens qui ont la citoyenneté israélienne, tiré sur des milliers de manifestants non armés dans la bande de Gaza et s'est engagé à annexer la Cisjordanie.

Le boycott culturel d'Israël, qui fait partie du mouvement non violent Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), est désormais soutenu par des milliers d'artistes dans le monde, en dépit des efforts énormes de groupes de lobby liés au gouvernement israélien, tels la dite « Communauté Créative pour la Paix ». Au lieu de recevoir les quarante à cinquante mille touristes attendus dans Tel Aviv de l'apartheid pour l'Eurovision de mai dernier, par exemple, Israël en a eu à peine 5 000.

Plus de mille citoyens israéliens, juifs pour la plupart, se sont ralliés au BDS, se joignant à un millier d'artistes, d'intellectuels et de militants noirs américains et à d'innombrables autres dans le monde.

Vous n'auriez pas joué dans l'Afrique du Sud de l'apartheid et votre duo, les Rita Mitsouko n'a certes pas franchi la ligne. Nous vous exhortons à annuler votre spectacle en Israël de l'apartheid.

*PACBI est un membre fondateur de la plus grande coalition palestinienne qui dirige le mouvement mondial BDS pour les droits des Palestiniens.*

Traduction SF pour BDS France

Source: [BDS Movement](#)

---

# **Oslo, capitale de la Norvège, interdit les produits et les services des colonies de peuplement israéliennes**

28 octobre 2019

Comité national palestinien du BDS (BNC)/Norvège

Oslo se joint à cinq autres municipalités et un conseil de comté de la Norvège pour interdire les produits et les services issus des colonies de peuplement israéliennes.

Dans une étape historique, le nouveau conseil municipal d'Oslo, récemment élu, exclut des marchés publics les biens et services des colonies de peuplement israéliennes. L'interdiction des biens provenant des colonies illégales d'Israël dans le Territoire palestinien occupé s'inscrit dans la plate-forme nouvellement adoptée pour 2019-2023, approuvée par le conseil municipal d'Oslo récemment élu et dirigé par la Gauche socialiste (SV), le Parti travailliste et les partis Verts.

En dépit des tentatives concertées d'Israël et de ses alliés de droite en Norvège et dans le monde, pour réprimer les mesures soutenant les droits des Palestiniens, Oslo, la capitale et la ville la plus importante de la Norvège, est devenue la sixième municipalité norvégienne à interdire les



produits et services issus des colonies, aux côtés d'un conseil de comté.

La semaine dernière, un expert indépendant des Nations-Unies sur les droits de l'homme dans les territoires palestiniens, Michael Lynk, a réclamé une interdiction internationale de tout bien venant des colonies de peuplement israéliennes, comme un pas vers la fin de cette occupation illégale qui dure israélienne depuis 52 ans.

Le conseil municipal d'Oslo s'est engagé par le biais de sa nouvelle plate-forme à :

*« Enquêter sur les possibilités d'agir dans la réglementation des approvisionnements à ne pas acquérir de produits et services produits sur un territoire en violation du droit international par des entreprises opérant avec l'autorisation de la puissance occupante ».*

L'interdiction des produits et services des colonies ne fait pas de distinction entre les sociétés israéliennes et les sociétés internationales qui opèrent dans les colonies illégales israéliennes.

**Sunniva Eidsvoll, dirigeante de la section du Parti de la gauche socialiste (SV) d'Oslo et du groupe SV au conseil municipal de la ville, a déclaré :**

*« Le peuple palestinien, qui doit faire face, chaque jour, à l'occupation illégale de son territoire, mérite une attention et un soutien internationaux. Veiller à ce que les droits humains et le droit international ne soient pas violés relève d'une responsabilité mondiale partagée. Je suis fière que le conseil municipal d'Oslo ait pris aujourd'hui des mesures visant à empêcher que les biens et les services acquis par la ville ne viennent en soutien à l'occupation illégale de la Palestine, ou d'autres territoires.*

*« Le Parti de la gauche socialiste de Norvège est un partisan*

de longue date du mouvement BDS ».

**Tora Systad Tyssen, de l'association des ONG norvégiennes pour la Palestine (Fellesutvalget pour la Palestine) a déclaré :**

*« Le conseil municipal d'Oslo suit ceux de Trondheim, Tromsø, Vaksdal, Hamar, Lillehammer, et le conseil du comté de Nordland en interdisant tout commerce avec les colonies illégales israéliennes sur la terre palestinienne occupée. Il est encourageant et motivant de voir des conseils municipaux norvégiens adopter une position ferme en faveur des droits de l'homme et du droit international quand notre gouvernement actuel y faillit.*

*« Alors que notre gouvernement national recherche plus de commerce et de coopération avec Israël, le nouveau conseil municipal d'Oslo déclare clairement ne pas vouloir contribuer financièrement au vol à grande échelle des terres et ressources palestiniennes qu'est en train de commettre l'industrie coloniale en expansion d'Israël ».*

**Alys Samson Estapé, coordinatrice des campagnes européennes du Comité national palestinien du BDS (BNC) a déclaré :**

*« Nous nous félicitons de cette mesure juridiquement et moralement responsable prise par le conseil municipal d'Oslo. Les conseils municipaux montrent qu'ils ne se laissent pas découragés par la répression, et qu'ils continuent d'ouvrir la voie, en dépit de l'inaction des gouvernements nationaux. L'interdiction des biens et services issus des colonies illégales d'Israël est le moins que puissent promulguer les institutions gouvernementales afin de réduire leur complicité avec le régime israélien d'apartheid, de colonialisme de peuplement et d'occupation.*

*« En plus d'une telle interdiction, le gouvernement norvégien devrait également adopter un embargo total sur le commerce direct et indirect des armes et sur la coopération militaire avec Israël et les entreprises israéliennes, afin de garantir*

*le respect du droit international par les utilisateurs finaux.*

*« Le gouvernement irlandais examine actuellement le projet de loi relatif aux Territoires occupés, approuvé par les deux chambres du Parlement, qui interdirait à l'Irlande d'importer des produits venant des colonies de peuplement illégales d'Israël.*

*« En 2018, trois partis de droite avaient cherché à empêcher le boycott des colonies, à Trondheim et Tromsø. Cependant, le secrétaire d'État au ministère des Affaires étrangères de Norvège, Audun Halvorsen, a porté un coup à ces tentatives, affirmant qu'un boycott des 'biens et services produits dans les colonies ne va pas à l'encontre des engagements internationaux de la Norvège' ».*

Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS FRANCE

---

**Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes »**

Campagne palestinienne pour le boycott académique et culturel d'Israël (PACBI) – 25 octobre 2019

*Faites savoir au fabricant de vêtements de sport Puma que vous ne ferez pas partie de #PumaFam tant qu'il n'aura pas mis fin*

*à son soutien aux colonies de peuplement israéliennes illégales qui poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.*

Le 26 octobre, des organisations de plus de 20 pays ont participé à la 2<sup>e</sup> journée mondiale d'action #BoycottPuma.

Puma est le principal mécène de la Fédération d'Israël de football, laquelle regroupe les équipes **des colonies de peuplement israéliennes, qui sont illégales et poussent les familles palestiniennes hors de leurs terres.**

Les athlètes et les équipes palestiniens appellent au boycott de Puma jusqu'à ce qu'il mette fin à son soutien aux saisies illégales de terres par Israël.

Puma continue de revendiquer un « dévouement à une égalité universelle » et d'évoquer les valeurs de la « Famille Puma ».

Les colonies de peuplement illégales d'Israël qui s'agrandissent ont un **impact dévastateur sur les familles palestiniennes.**

**Dites à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes. (tweet) »**

L'occupation militaire d'Israël expulse les familles palestiniennes, avec les enfants, de leurs maisons pour faire la place à ces colonies de peuplement. Ses murs d'apartheid et check-points militaires coupent les familles de leurs terres et les unes des autres. Les démolitions de maison par Israël et ses expulsions forcées font que les familles palestiniennes vivent dans **un état de terreur permanent.**

Le logo emblématique du chat bondissant de Puma est devenu un symbole d'approbation pour les agressions d'Israël contre les familles palestiniennes.

Les défenseurs des droits humains à travers le monde se préparent pour plus de **50 actions** dans les magasins, les bureaux et lors des matchs des équipes parrainées par Puma.

**Rejoignez-les sur les médias sociaux** pour promettre votre soutien à l'appel palestinien au **#BoycottPuma**.

**Passez à l'action :**

- **Tweetez à Puma : « Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre » ;**
- **Postez ce texte sur Facebook et Instagram avec l'image ci-dessus ou ci-dessous.**

Puma soutien les colonies de peuplement d'Israël.

L'occupation militaire d'Israël force les familles palestiniennes à quitter leurs maisons pour laisser la place aux colonies de peuplement.

Je ne ferai pas partie de #PumaFam tant que @Puma soutiendra les saisies illégales israéliennes de la terre »

<https://bdsmovement.net/pumafam>

Les familles palestiniennes luttent contre l'occupation militaire israélienne pour un avenir de liberté, de justice, d'égalité et de dignité.

**La « Famille Puma » tout entière** devrait exhorter Puma à mettre fin à son soutien au régime raciste de l'apartheid israélien pour aider à faire de cet avenir une réalité.

**ps : Possédez-vous Puma Sportswear ? Rejoignez #RebrandPuma !**



Source: [BDS Movement](#)

Traduction : BP pour BDS France

---

# **Avez-vous des vêtements de sport de la marque Puma? Rejoignez #RebrandPuma!**

25 octobre 2019

Par la Campagne palestinienne pour le boycott universitaire et culturel d'Israël (PACBI)/

Si vous avez acheté du matériel Puma avant que l'entreprise ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées, renommez-les en écrivant «Boycott» sur le logo!

Plus de 200 équipes sportives palestiniennes appellent Puma à mettre fin à son soutien à l'occupation militaire israélienne. L'année dernière, Puma est devenu le sponsor principal de l'Association de football israélienne (IFA), qui comprend des équipes installées dans des colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.

Le parrainage de l'IFA par Puma donne à Israël le feu vert pour continuer à s'emparer de terres illégales pour chasser les familles palestiniennes de leurs terres.

Les partisans des droits de l'homme palestiniens qui avaient déjà acheté du matériel Puma avant l'accord de parrainage conclu entre Puma et l'IFA ont renommé leurs vêtements, chaussures, chapeaux et sacs Puma. En écrivant «Boycott» sur le logo Puma, ils annoncent leur soutien à l'appel des athlètes palestiniens.

#RebrandPuma!

Possédez-vous des vêtements de sport de marque Puma? Renommez-les!

Écrivez «Boycott» ou d'autres messages en faveur de la campagne au-dessus du logo Puma, ou tout simplement, collez-les sur le logo Puma. Faites une courte vidéo ou prenez-vous en photo avec votre équipement Puma modifié et publiez-la sur les réseaux sociaux à l'aide du hashtag #RebrandPuma. Voir un exemple de tweet / post ci-dessous:

**J'ai acheté du matériel @Puma avant que Puma ne décide de soutenir les colonies israéliennes illégales sur des terres palestiniennes volées.**

Jusqu'à ce que Puma mette fin à la complicité dans l'occupation militaire israélienne, #RebrandPuma soutiendra les athlètes palestiniens appelant à #BoycottPuma.

Rejoignez-nous

Le 26 octobre, des groupes de 20 pays se joindront à la deuxième journée mondiale d'action organisée dans les points de vente, bureaux et matchs des équipes parrainées par Puma.

Rejoignez-les sur les médias sociaux avec #RebrandPuma!

Source: [BDS movement](#)





---

# Les réponses du Comité national palestinien de BDS au rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance

15 juillet 2019

Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ou discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme contre les Noirs, le racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie.

Réponses, par Omar Barghouti au nom du Comité national palestinien de BDS (BNC), aux questions du Dr. Ahmed Shaheed, [rapporteur spécial des Nations Unies sur la liberté de religion ou de croyance](#).

1. Pourriez-vous, s'il vous plaît, expliquer les principaux objectifs et les activités du mouvement de Boycott, désinvestissement et sanctions ? Comment ces activités sont-elles menées ?

OB : Les objectifs du mouvement BDS, comme spécifié dans [l'appel BDS](#) lancé par la société civile palestinienne en 2005,



sont : la fin de l'occupation de 1967 par Israël, l'égalité totale pour les citoyens palestiniens d'Israël, et le respect et la reconnaissance du droit au retour des réfugiés palestiniens, en accord avec la résolution 194 de l'Assemblée générale des Nations unies. Ces objectifs sont fermement basés sur le droit international.

L'appel BDS a été lancé lors du premier anniversaire de l'avis consultatif de la Cour internationale de justice condamnant comme illégal le mur d'Israël en territoire palestinien occupé et appelant les états tiers à ne pas reconnaître ses conséquences et à oeuvrer pour qu'il soit démantelé.

La majorité absolue de la société civile palestinienne soutient le mouvement BDS et reconnaît que les trois objectifs de l'appel BDS constituent les conditions minimales requises pour que le peuple palestinien exerce son droit inaliénable à l'auto-détermination.

Inspiré par le mouvement anti-apartheid sud-africain et le mouvement des droits civiques aux Etats-Unis, BDS appelle à des mesures non violentes pour amener Israël à respecter ses obligations selon le droit international. Ces mesures incluent des boycotts et des initiatives de désinvestissement contre les corporations et les institutions israéliennes ou internationales qui favorisent les violations par Israël des droits humains palestiniens. Elles incluent aussi des sanctions ciblées et légales par des organisations étatiques, inter-étatiques ou internationales, conçues pour mettre un terme aux violations par Israël du droit international.

2. Basées sur la déclaration « Le racisme et la discrimination raciale sont l'antithèse de la liberté, de la justice et de l'égalité », quelles sont les garanties mises en place pour s'assurer que les activités du mouvement sont compatibles avec les standards internationaux sur les droits humains et ne constituent pas une forme d'incitation, quelle qu'elle

soit, à la haine ou à la violence ?

OB : Le mouvement non violent BDS pour les droits palestiniens, ancré dans la Déclaration universelle des droits humains, considère son [ensemble anti-raciste de principes](#) comme un de ses piliers fondamentaux. Comme l'affirme le document de référence : « Le mouvement BDS ne tolère aucun acte ni discours qui adopte ou promeut, entre autres, le racisme contre les Noirs, le racisme contre les Arabes, l'islamophobie, l'antisémitisme, le sexisme, la xénophobie ou l'homophobie. »

En conséquence, le mouvement BDS ne cible personne à cause de son identité juive ou israélienne. Le mouvement BDS, au contraire, cible des institutions et des entreprises commerciales à cause de leur implication dans des violations flagrantes par Israël des droits palestiniens et du droit international. Nous ne travaillons pas pour ceux qui incitent à la haine, au fanatisme ou à la violence raciale.

Cet engagement éthique est fondé sur notre profonde conviction que la justice et les droits humains sont indivisibles et que toute haine, toute offense et tout fanatisme contre des groupes humains basés sur une identité de race, de genre, d'orientation sexuelle, de religion ou toute autre identité doivent être rejetés et combattus par tous les défenseurs des droits humains, indépendamment de l'identité des coupables ou des victimes.

Le mouvement BDS sensibilise constamment les gens sur sa déclaration principielle antiraciste dans ses campagnes ainsi que dans ses communications internes et externes et son expression dans les médias. Il s'associe aussi avec des mouvements progressistes, des syndicats, des groupes de foi, des groupes d'étudiants, des associations universitaires, des collectifs d'artistes, des groupes féministes et LGBTQI, qui partagent ses valeurs et ses principes antiracistes.

3. Beaucoup de groupes juifs s'inquiètent de ce que BDS aille au-delà de la critique des politiques israéliennes et promeuve la diabolisation et la délégitimation d'Israël. Ils allèguent en particulier que BDS cherche à éliminer l'existence même d'Israël parce que la campagne ne soutient pas une solution à deux états. Comment répondriez-vous à ces inquiétudes ?

OB : Cette question est fondée sur le postulat que ceux qui sont opposés à la « solution à deux états » (telle qu'elle est définie par les Nations Unies, je suppose) cherchent en fait à « éliminer l'existence même d'Israël ». Toute personne ayant suivi les déclarations officielles du gouvernement d'extrême-droite d'Israël, y compris du Premier Ministre [Benjamin Netanyahu](#) et des [ministres](#) du gouvernement, du comité central du parti du Likoud au pouvoir, ainsi que des [leaders de la majorité à la Knesset](#) ne peut que reconnaître qu'Israël a [exclu une solution à deux états](#). Il adopte de plus en plus la vision d'un « grand Israël » – une solution à un état d'apartheid.

Pendant la dernière campagne d'élection parlementaire en Israël, Netanyahu a promis de commencer à [annexer](#) la Cisjordanie et a à de multiples reprises incité à l'hostilité contre les citoyens palestiniens d'Israël, [déclarant](#) : « Israël n'est pas l'état de tous ses citoyens – Israël est l'état nation du peuple juif – et seulement cela ». Son gouvernement actuel est même plus extrême et intrinsigant que le précédent, qui était le [plus raciste](#) de l'histoire d'Israël. Netanyahu, avec le [soutien](#) entier du gouvernement de Trump, a de fait [déclaré](#) la fin du paradigme à deux états, qui a été la pierre angulaire du processus de paix d'Oslo organisé par les Etats-Unis pendant près de trois décennies, en [affirmant](#) : « Toutes les colonies, sans exception, celles qui sont en blocs et celles qui ne le sont pas, doivent rester sous souveraineté israélienne ».

Le plus grand parti d'opposition en Israël, Bleu et Blanc,

[n'appuie pas davantage un état palestinien ou une solution à deux états](#) en concordance avec les résolutions des Nations Unies. Cela veut dire que la majorité absolue à la Knesset aujourd'hui s'oppose à la solution à deux états.

Ceci étant donné, est-ce vous concluriez, à partir du même postulat, que le gouvernement et le parlement israéliens « cherchent à éliminer l'existence même d'Israël » ? En fait, c'est ce que certains généraux israéliens importants [accusent](#) plus ou moins le gouvernement d'extrême droite d'Israël de faire.

Indépendamment de cela, et comme cela est clairement [indiqué](#) sur le site web du mouvement, « le mouvement BDS ne soutient pas une solution spécifique au conflit et n'appelle pas à soutenir une solution à un état ou à deux états. BDS, au contraire, se focalise sur la réalisation des droits fondamentaux et l'implémentation du droit international ». Les [Nations Unies](#) ont caractérisé ces droits comme des « droits inaliénables du peuple palestinien », soulignant que « le respect total et la réalisation » de ces droits « sont indispensables pour la solution de la question palestinienne ». A ce titre, le mouvement BDS promeut l'obligation de rendre des comptes vis-à-vis d'obligations internationales qui doivent être respectées dans toute solution politique qui puisse conduire à une paix juste et durable.

Appeler à la liberté, à la justice et à l'égalité pour le peuple palestinien, comme le fait le mouvement BDS, ne peut raisonnablement ou logiquement être compris comme appeler à « éliminer » quoi que ce soit, sauf la soumission, l'injustice et l'inégalité.

C'est seulement si l'on suppose que l'existence même d'Israël est basé sur le maintien du régime actuel d'oppression coloniale, d'occupation militaire et d'apartheid que l'on pourrait accepter l'assertion, qui serait sinon illogique, de la question. Après tout, mettre fin à l'apartheid n'a pas

« éliminé l'existence même de l'Afrique du Sud », pas plus que mettre fin au régime Jim Crow aux Etats-Unis n'a mis fin à leur existence même. Dans les deux cas, mettre fin à l'oppression a permis plus de liberté, plus de justice et plus d'égalité, et c'est exactement ce que BDS cherche.

4. Dans la déclaration (voir question 2) ci-dessus, il était indiqué que « Nous rejetons le sionisme, en tant qu'il constitue le pilier idéologique raciste et discriminatoire du régime d'occupation, de colonialisme d'occupation et d'apartheid d'Israël qui a privé le peuple palestinien de ses droits humains fondamentaux depuis 1948 ». Pourriez-vous, s'il vous plait, expliquer ce que vous voulez dire et ce que vous comprenez par sionisme et si vous l'assimilez à du racisme et si oui en quoi ceci est différent d'être antisémite ?

OB : L'année dernière, plus de [40 groupes juifs internationaux](#), dont l'influent groupe *Jewish Voice for Peace* [Voix juive pour la paix] aux Etats-Unis, ont condamné l'amalgame entre « les critiques légitimes d'Israël et le plaidoyer en faveur des droits palestiniens avec de l'antisémitisme, comme moyen de supprimer les premiers ». Leur déclaration disait : « Cet amalgame mine à la fois la lutte palestinienne pour la liberté, la justice et l'égalité et la lutte mondiale contre l'antisémitisme. Il sert aussi à protéger Israël de devoir rendre des comptes vis-à-vis des standards universels des droits humains et du droit international ».

Jusqu'à ce que l'holocauste nazi contre les Juifs commence à se déployer à la fin des années 1930, la majorité absolue des communautés juives dans le monde rejetait le sionisme politique. Comme l'important philosophe [Joseph Levine l'explique dans le New York Times](#) :

« Les dix-huitième et dix-neuvième siècles furent la période d'« émancipation » des Juifs en Europe occidentale, celle pendant laquelle les murs des ghettos furent détruits et les Juifs se virent accorder les droits entiers de citoyenneté dans les états où ils résidaient. Les forces antisémites à cette époque, celles s'opposant à l'émancipation, étaient associées non à la négation de l'existence d'un peuple juif, mais à une insistance emphatique sur elle ! L'idée était que puisque les Juifs constituaient une nation propre, ils ne pouvaient être des citoyens loyaux d'un état européen. Les libéraux qui s'opposaient fortement à l'antisémitisme insistaient sur le fait que les Juifs pouvaient à la fois pratiquer leur religion et maintenir leurs traditions culturelles tout en gardant leur citoyenneté entière dans les états-nations variés dans lesquels ils résidaient ».

– En 1975, une large majorité de l'Assemblée générale des Nations Unies [a adopté](#) une résolution qui mettait en lumière les liens entre le sionisme et l'apartheid en Afrique du Sud et condamnait le premier en tant que forme de racisme. Cela ne fut abrogé qu'en 1991 sous une intense pression américano-israélienne dans le contexte du « processus de paix » de Madrid.

– Récemment, *Jewish Voice for Peace* (JVP), la plus grande organisation juive progressiste dans le monde, a rendu publique une déclaration [historique condamnant le sionisme](#). Elle disait :

« Bien qu'il ait historiquement de nombreuses souches, le sionisme qui s'est implanté et existe aujourd'hui est un mouvement colonialiste, établissant un état d'apartheid dans lequel les Juifs ont plus de droits que d'autres. Notre propre histoire nous enseigne à quel point ceci peut être dangereux. La dépossession des Palestiniens et l'occupation viennent de sa conception même. Le sionisme a signifié un traumatisme profond pour des générations, séparant systématiquement les Palestiniens de leurs maisons, de leurs terres, et les uns des

autres. Le sionisme, en pratique, a provoqué des massacres du peuple palestinien, la destruction d'anciens villages et de champs d'oliviers, la séparation de familles vivant à seulement quelques kilomètres de distance par des checkpoints et des murs, des enfants s'accrochant aux clés de maisons dont leurs grands-parents ont été exilés par la force. »

Réfléchissant sur le dommage que le sionisme a causé aux communautés juives, la déclaration de JVP dit :

« En partageant nos histoires les uns avec les autres, nous voyons les manières dont le sionisme a aussi causé du tort au peuple juif. Beaucoup d'entre nous ont appris du sionisme à traiter nos voisins avec suspicion, à oublier la façon dont les Juifs ont construit des foyers et des communautés quel que soit l'endroit où nous nous trouvions. Les Juifs ont eu de longues histoires intégrées au monde arabe et à l'Afrique du Nord, vivant au milieu des musulmans et des chrétiens, et partageant communauté, langage et coutumes avec eux, pendant des milliers d'années. En créant une hiérarchie raciste avec les Juifs européens au sommet, le sionisme a effacé ces histoires et détruit ces communautés et ces relations ».

– Les Palestiniens, les Arabes et de nombreux progressistes considèrent le sionisme comme une idéologie politique raciste qui a formé l'échafaudage idéologique de la dépossession colonialiste du peuple palestinien et la Nakba israélienne en cours. Ceci se base sur les faits suivants :

1. L'idéologie raciste du nationalisme et du colonialisme européens chauvins de la fin du 19e siècle a été adoptée par le courant dominant du mouvement sioniste (Organisation sioniste mondiale, Agence juive, Fonds national juif, etc.) pour justifier son projet colonial d'un état juif d'exclusion en Palestine (i.e. dans la région de l'actuel Israël et des territoires palestiniens occupés) et pour recruter un soutien politique à son profit, aux dépens des Arabes

palestiniens autochtones.

2. Le sioniste politique laïc a traduit d'anciennes notions spiritualo-religieuses des Juifs comme « peuple élu » et « Eretez Israël » en un programme colonial raciste, qui – basé sur la doctrine que les Juifs étaient une nation séparée en termes politiques, avec des revendications supérieures sur la Palestine – appelait à « sauver » la Palestine, déclarée être « une terre sans peuple ».
3. La réalisation de ce projet colonial a été poursuivie avec le soutien des puissances impériales occidentales (particulièrement la Grande-Bretagne et les Etats-Unis) et plus tard des Nations Unies, par une politique et des pratiques de colonisation et de transfert de population. Les traits principaux de ce projet étaient la colonisation massive d'immigrants juifs en Palestine, particulièrement au pic du génocide nazi contre les Juifs européens, et le transfert forcé d'une majorité de la population autochtone palestino-arabe.
4. Le projet sioniste du nettoyage ethnique planifié a commencé bien avant l'éclatement du conflit armé de 1948, mais il fut accompli principalement pendant le conflit armé, et sous son prétexte. De 750 000 à 900 000 Palestiniens autochtones furent déplacés de force et quelque 500 communautés palestiniennes furent dépeuplées par les milices sionistes et – à partir du 15 mai 1948 – par l'armée de l'état d'Israël, pour faire place au nouvel état juif d'exclusion sur 78% de la Palestine d'avant guerre.
5. Le sionisme continue à jouer un rôle profond dans la Nakba actuelle puisqu'il a été transformé en lois et en politiques de l'état d'Israël qui constituent le régime actuel d'occupation militaire, de colonialisme et d'apartheid. Depuis 1948, les législateurs et les gouvernements israéliens, en conjonction avec des organisations sionistes mondiales et leurs filiales, ont établi et développé un régime de discrimination raciale et de suprématie juive institutionnalisées qui dépossède



systematiquement le peuple palestinien autochtone, le prive de ses droits et maintient pour lui un statut inferieur. Au moyen de ce regime, l'etat d'Israel continue d'assurer sa mainmise sur une quantite maximale de terres palestiniennes avec un nombre minimal de Palestiniens, par la colonisation, le deni du droit de retour des refugies et le transfert force graduel de population qui est en cours.

6. Comme le professeur Daniel Blatman, historien de l'ere de l'holocauste a l'universite hebraique de Jerusalem et historien en chef du Musee du ghetto de Varsovie, [l'a écrit](#) récemment dans Haaretz :

« Le mouvement nazi, comme nous le savons, a flirté quelque peu avec le sionisme dans les années 1920 et 1930. Alfred Rosenberg, un des principaux idéologues nazis, a écrit à l'époque sur la nature du mouvement sioniste, et sur ce que devait être l'attitude correcte du mouvement nationaliste allemand envers lui. Dans son livre de 1920 « Die Spur » (« La Trace », la piste des juifs à travers les âges), Rosenberg suggérait d'encourager et de soutenir le mouvement sioniste allemand afin de promouvoir un exode des Juifs allemands vers la Palestine. Il notait que les sionistes étaient un groupe doté d'un potentiel de coopération à court terme avec l'Allemagne national-socialiste, puisque les deux avaient un intérêt à stopper l'assimilation et l'intégration des Juifs et à promouvoir l'émigration juive.

Rosenberg planifiait aussi d'utiliser les revendications juives comme une justification juridique pour dénier aux Juifs allemands leurs droits civiques et prouver que les Juifs eux-mêmes soutenaient aussi cette idée. La revendication sioniste selon laquelle il y avait une communauté juive séparée avec ses intérêts propres uniques culturels et nationaux, qui n'étaient pas identiques à ceux des autres Allemands, était aussi en accord avec la politique nazie dont l'implémentation commença après 1933. »

5. Quels sont vos commentaires par rapport aux critiques des états et/ou d'autres parties prenantes disant que le mouvement BDS est antisémite et que le mouvement a conduit à une augmentation de l'antisémitisme dans différents pays du monde entier ?

OB : Israël, ses groupes de pression et d'autres anti-Palestiniens répandent désespérément cette accusation infondée sans aucune évidence, précisément parce que BDS s'est constamment opposé au racisme et à la haine anti-juifs depuis sa création et qu'il a gagné un soutien juif significatif dans le monde entier. BDS est aujourd'hui soutenu par un nombre en croissance rapide de Juifs de la [génération du millénaire](#), qui ne peuvent réconcilier leurs valeurs progressistes avec ce que le sionisme et Israël représentent aujourd'hui. Le soutien pour BDS augmente également parmi des universitaires, des écrivains, des réalisateurs, des philosophes et des défenseurs des droits humains juifs de premier plan.

Affirmer que boycotter Israël est intrinsèquement antisémite n'est pas seulement [une propagande infondée](#). Cela assimile de manière absurde Israël avec « tous les Juifs ». C'est aussi [fanatique](#) que d'affirmer que boycotter un état qui se définit comme islamique comme l'Arabie saoudite, disons, à cause de sa discrimination légale contre les femmes ou ses crimes de guerre au Yémen serait nécessairement islamophobe.

Israël et ses groupes de pression, en réponse, ont agressivement promu une [définition nouvelle et révisionniste de l'antisémitisme qui vise](#) à protéger Israël de rendre des comptes à propos des standards universels des droits humains et du droit international. »

En mai 2019, plus de [240 universitaires juifs et israéliens](#), beaucoup d'entre eux étant des spécialistes distingués de l'antisémitisme, de l'histoire juive et de l'histoire de l'holocauste, ont rendu publique une déclaration condamnant une résolution du Bundestag allemand qui diffame comme

antisémite le mouvement BDS pour les droits palestiniens. De manière cruciale, leur déclaration accuse la résolution allemande de ne rien faire pour « avancer la lutte urgente contre l'antisémitisme ». La déclaration dit :

« [Nous] rejetons tous l'allégation trompeuse selon laquelle BDS en tant que tel est antisémite et maintenons que les boycotts sont un outil légitime et non-violent de résistance. Nous, qui comprenons des chercheurs spécialistes reconnus sur l'antisémitisme, affirmons qu'on devrait être considéré comme antisémite selon le contenu et le contexte de ses mots et de ses actions – qu'ils viennent de personnes soutenant BDS ou non. Il est regrettable que la motion adoptée ignore l'opposition explicite du mouvement BDS à 'toutes les formes de racisme, y compris l'antisémitisme'.

Le mouvement BDS cherche à influencer les politiques du gouvernement d'un état qui est responsable pour l'occupation et l'oppression actuelles du peuple palestinien. De telles politiques ne peuvent être à l'abri de la critique. Dans ce contexte, il faudrait aussi remarquer que beaucoup d'individus et de groupes juifs et israéliens soit soutiennent BDS explicitement soit défendent le droit à le soutenir. Nous considérons qu'il est inapproprié et choquant que les institutions gouvernementales et parlementaires allemandes les étiquètent comme antisémites. »

En prenant l'Allemagne comme étude de cas, le gouvernement a communiqué, un jour seulement avant la résolution du Bundestag mentionnée plus haut, une étude soulignant que 90% des attaques antisémites – et des autres attaques racistes ou xénophobes – en Allemagne viennent de l'extrême-droite. Ces 90% viennent du groupe de ceux votant pour *Alternative für Deutschland* (Alternative pour l'Allemagne, AfD), le parti qui a proposé une résolution encore plus antidémocratique, celle de mettre le mouvement BDS hors-la-loi.

Nous condamnons fermement et systématiquement l'antisémitisme

comme toute autre forme du racisme et appelons les décideurs à affronter ceux qui en sont responsables, au lieu de les protéger en ciblant le mouvement antiraciste BDS.

Finalement, la revendication simpliste d'Israël de lutter contre l'antisémitisme est en fait [minée](#) par son [déplacement marqué](#) vers le camp de l'extrême-droite et par ses [alliances](#) avec des forces xénophobes et [ouvertement antisémites](#) aux [Etats-Unis](#), en [Europe](#), [au Brésil](#) et ailleurs.

6. La campagne offre-t-elle des directives sur la façon dont on peut discuter les objectifs du mouvement BDS en évitant la promotion de narratifs et de clichés antisémites ? Si vous découvriez que certaines des activités de votre mouvement au-delà de la Palestine étaient de fait antisémites ou incitaient à la haine et à la violence, que seraient/que pourraient être les mesures prises par BNC pour stopper ces actes. Y-a-t-il un exemple où vous condamnez ou sanctionnez de tels actes à l'intérieur du mouvement ?

OB : Le comité national palestinien de BDS (BNC), la plus grande coalition de la société civile palestinienne, qui dirige le mouvement mondial BDS pour les droits palestiniens, rejette catégoriquement toute expression de racisme, y compris l'antisémitisme. Il [affiche de manière bien visible](#) sur son site web ses directives pour les groupes qui utilisent l'acronyme BDS ou affirment faire partie du mouvement. Ces directives déclarent qu'il est attendu des partenaires BDS de « se conformer à l'engagement du mouvement BDS pour la nonviolence ainsi qu'à ses principes éthiques et antiracistes ».

Les directives indiquent également :

« Tout groupe qui propage ou tolère des formes d'expression ou des activités en conflit avec les principes d'antiracisme et de non-violence du mouvement ou qui sabote les droits

palestiniens indiqués dans l'appel BDS ne peut faire partie du mouvement BDS et sera considéré comme extérieur au mouvement BDS et il lui sera demandé par le BNC de ne plus utiliser l'acronyme BDS ni de revendiquer une quelconque affiliation avec le mouvement ».

« Tout groupe qui est affilié à un groupe ou une organisation qui sont connus pour tolérer des opinions en conflit avec les directives éthiques du mouvement BDS ou avec ses principes antiracistes ne peut faire partie du mouvement BDS et il lui sera demandé d'enlever l'acronyme BDS de son nom et de son logo. »

« Si un groupe discrédite l'un des principes éthiques et antiracistes du mouvement BDS, le BNC demandera en privé au groupe d'abandonner l'acronyme BDS et de cesser de se présenter comme faisant partie du mouvement BDS. Si le groupe ne tient pas compte de la requête du BNC dans un laps de temps donné, le BNC condamnera publiquement le groupe et distanciera de lui le mouvement BDS. »

Dans les 14 ans depuis que BDS a été lancé, de telles infractions ont été extrêmement rares. Cependant, à chaque fois qu'elles ont été détectées, le BNC a agi rapidement et résolument pour condamner et sanctionner les groupes et les individus qui affirment soutenir BDS tout en exprimant des opinions racistes, y compris envers des Juifs parce qu'ils sont juifs. Un exemple récent est celui d'un groupe au Maroc qui s'appelait « BDS Casablanca ». Quand le BNC a découvert par nos partenaires au Maroc que ce groupe avait posté/reposté des contenus antisémites sur sa page Facebook, nous avons immédiatement réclamé un rendez-vous vidéo en urgence avec eux et leur avons demandé : a. d'enlever immédiatement tout contenu antisémite et b. de poster la déclaration antiraciste des principes de BNC et d'éduquer leurs supporters à ce propos. Nous leur avons donné une date limite pour le faire. Comme ils ne l'ont pas respecté, nous avons rendu publique une déclaration [sur notre compte Facebook](#) (en arabe) condamnant

leurs expressions de racisme et affirmant clairement qu'ils ne « font pas partie du mouvement BDS ». Ceci a contribué à les discréditer au sein de leur base de supporters.

7. Nous avons reçu plusieurs exemples de caricatures publiés par l'ONG palestinienne BADIL présumée mener des campagnes internationales BDS. Un des exemples est la caricature de 2010 qui incluait un homme juif, revêtu d'un costume hassidique traditionnel, avec un nez crochu et des mèches de cheveux latérales. Il se tient sur le dessus d'une boîte ornée d'étoiles juives, écrasant à mort un enfant, et tenant des clés marquées « US » et « UK » [pour « Etats-Unis » et « Royaume-Uni » respectivement] et une fourche stylisée en forme de ménorah dégoulinante de sang, tandis que des crânes couvrent le sol. Regardez, s'il vous plaît, la photo jointe. Quelle est votre opinion là-dessus ?

OB : Le BNC condamne sans équivoque ce dessin comme antisémite et comme une déformation raciste de la réalité du régime d'oppression du peuple palestinien par Israël. A notre avis, ce dessin et d'autre matériel semblablement antisémite ne devraient jamais avoir été publiés. Cette opinion est aussi partagée par BADIL, qui, en 2010 déjà, a immédiatement enlevé le dessin de son site web, a publié des excuses et a [adopté un protocole](#) qui empêche la répétition de telles erreurs (voir point 4, règles et régulations, al Awda Award). Pour autant que nous sachions, cette terrible erreur n'a jamais été répétée depuis.

Le dessin avait été sélectionné pour publication dans le contexte d'une compétition publique, non par BADIL, mais par un jury indépendant qui était clairement malavisé et irresponsable.

Par contraste, le gouvernement israélien a récemment produit une [vidéo promotionnelle pour l'Eurovision](#) à Tel Aviv dont la teneur incluait de façon flagrante des aspects antisémites

(décrivant les Juifs comme « avides ») et il n'a toujours pas, ni retiré cette vidéo ni présenté des excuses pour elle.

L'année dernière, Yair Netanyahu, le fils du premier ministre israélien et une étoile montante de la droite, a posté une [caricature sans conteste antisémite](#) attaquant le philanthrope juif-américain George Soros. Aucune excuse ou rétractation n'a été pour le moment publiée par Netanyahu. Au contraire, selon un magazine suisse, les proches conseillers du premier ministre Netanyahu [ont admis avoir fait naître](#) contre Soros la théorie antisémite du complot que le président xénophobe de la Hongrie, Orbán, a adoptée plus tard.

8. Pourriez-vous fournir plus d'information sur les cas que vous avez présentés à des tribunaux européens pour contester les accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme contre le mouvement BDS? Y-a-t-il eu une décision et pourriez-vous commenter le jugement du tribunal, s'il vous plaît ?

OB : Il y a un large consensus dans la communauté des experts juridiques et des experts sur les droits civiques et humains aux Etats-Unis et en Europe que les accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme et les mesures restrictives et punitives contre le mouvement BDS qui y sont associées violent constitutionnellement des droits protégés, en particulier le droit fondamental à la liberté d'expression.

Aux Etats-Unis, les juristes de [Palestine Legal](#), de l'Union américaine pour les libertés civiles (*American Civil Liberties Union*, [ACLU](#)), le Centre pour les droits constitutionnels, la Guilde nationale des avocats et d'autres ont défendu le droit au boycott, sur ces bases, par une défense para-juridique et des procès devant les tribunaux. L'information sur la première décision par un tribunal américain qui affirme que les boycotts pour les droits palestiniens sont protégés par le Premier Amendement [de la constitution des Etats-Unis] est disponible [ici](#). Des exemples

d'autres cas contestés par les juristes aux Etats-Unis peuvent être trouvés [ici](#).

En Europe, plus de [200 chercheurs en droit et juristes](#) ont appelé les gouvernements à respecter le mouvement BDS comme un mouvement légitime en faveur des droits palestiniens. En 2016, [Federica Mogherini a écrit](#) au nom de la Commission européenne : « L'Union européenne tient fermement à protéger la liberté d'expression et la liberté d'association en conformité avec la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, qui est applicable sur le territoire des états membres de l'Union européenne, y compris vis-à-vis des actions BDS menées sur ce territoire ».

Les gouvernements [des Pays-Bas, de Suède et d'Irlande](#), les parlements d' [Espagne et de Suisse](#), l'Internationale socialiste et des organisations majeures des droits humains, dont la Fédération internationale pour les droits humains ([FIDH](#)) et [Amnesty International](#) ont tous soutenu le droit pour BDS d'appeler à soutenir les droits garantis par les Nations Unies du peuple palestinien.

Depuis le début 2019, le Centre européen de soutien juridique (*European Legal Support Center*, ELSC) – une initiative du Forum des droits aux Pays-Bas, de la société civile palestinienne et d'experts en droit européens – a prêté assistance à des juristes dans des pays européens pour défendre des individus et des organisations qui font face à des accusations fausses et diffamatoires d'antisémitisme et à la répression à cause de leur soutien pour les droits palestiniens et particulièrement pour les activités de BDS destinées à obtenir ces droits.

En Allemagne, où la répression de la solidarité avec le peuple palestinien est particulièrement sévère, une action en justice, en collaboration avec des juristes locaux, a jusqu'à présent résulté en une décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe. Dans son jugement, la Cour a



expliqué que : 1) puisque l'accusation d'antisémitisme représente une allégation très sérieuse, la charge de la preuve réside dans la partie jetant l'accusation ; et 2) l'examen de la Cour n'a produit aucune évidence que le demandeur ou la campagne BDS ait violé les principes de l'ordre libéral-démocrate. Par conséquent, la Cour a ordonné à la Ville d'Oldenburg de fournir les salles demandées et BDS Oldenburg a été capable d'organiser les événements de l'Israéli Apartheid Week [Semaine contre l'apartheid israélien] dans un espace public. La Ville a été aussi contrainte de couvrir les frais juridiques du demandeur pour les deux procédures. Une copie de la décision de la Cour (en allemand) est [ici](#). Plus d'information à propos du ELSC et de cette décision de la Haute Cour administrative de Basse Saxe est disponible [ici](#). Vous pouvez aussi contacter les juristes de l'ELSC directement en écrivant à : [elsc@rightsforum.org](mailto:elsc@rightsforum.org).

Source: [BDS movement](#)

Traduction: CG pour BDS France

---

# Agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les Palestiniens

Chers sympathisants, chères sympathisantes

Nous participons à la semaine mondiale d'actions pour le

climat (20-27 septembre) en exigeant la fin de l'utilisation des combustibles fossiles, la justice climatique pour tous, et une action gouvernementale au sommet des Nations unies pour le climat.

La crise climatique de plus en plus catastrophique, aggravée par les inégalités globales, est le fruit de la complicité de grandes sociétés et de gouvernements qui placent le profit avant les gens et la planète.

Celles et ceux qui détiennent le moins de pouvoir sont les plus affectés par la crise climatique. Ne contrôlant ni leur territoire ni leurs ressources naturelles, les Palestiniens indigènes soumis au régime répressif d'Israël subissent un apartheid climatique.

Les firmes multinationales investissent dans les combustibles fossiles ainsi que dans l'oppression du peuple palestinien par Israël, le pillage des ressources naturelles palestiniennes et l'exploitation des terres palestiniennes.

Menez deux actions sans délai :

1. [Cliquez ici](#) pour dire à la banque britannique HSBC de cesser de financer la répression israélienne et l'industrie des combustibles fossiles
2. [Cliquez ici](#) pour dire à AXA, géant français des assurances, de désinvestir du régime colonial d'Israël et des combustibles fossiles qui détruisent la planète

La pollution de l'eau, de l'air et des sols causée par le blocus israélien de Gaza et les guerres menées par Israël contre Gaza empoisonnent la vie de ce territoire. Dans le reste des territoires palestiniens occupés, Israël vole la terre et l'eau palestiniennes, et détruit des oliviers centenaires et des installations d'énergie solaire.

Israël s'efforce de repeindre son image en vert. Cependant Israël exploite d'importants gisements de gaz à des fins

d'exportation, et 97,7% de sa production d'électricité provient de combustibles fossiles. La guerre, activité régulière du gouvernement israélien, est l'une des industries les plus polluantes du monde.

Les combats contre le racisme et la militarisation, pour le climat, pour la justice économique et sociale sont profondément interconnectés. Participez, là où vous vous trouvez, aux actions de la semaine pour le climat, et agissez pour mettre fin à l'apartheid climatique d'Israël envers les Palestiniens.

En solidarité,

Comité national palestinien pour le BDS (BNC)

Source : [BDS movement](#)

Traduction SM pour BDS France